

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 21 SEPTEMBRE 1978 — N° 752

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F

## Noirs et Blancs au rectorat

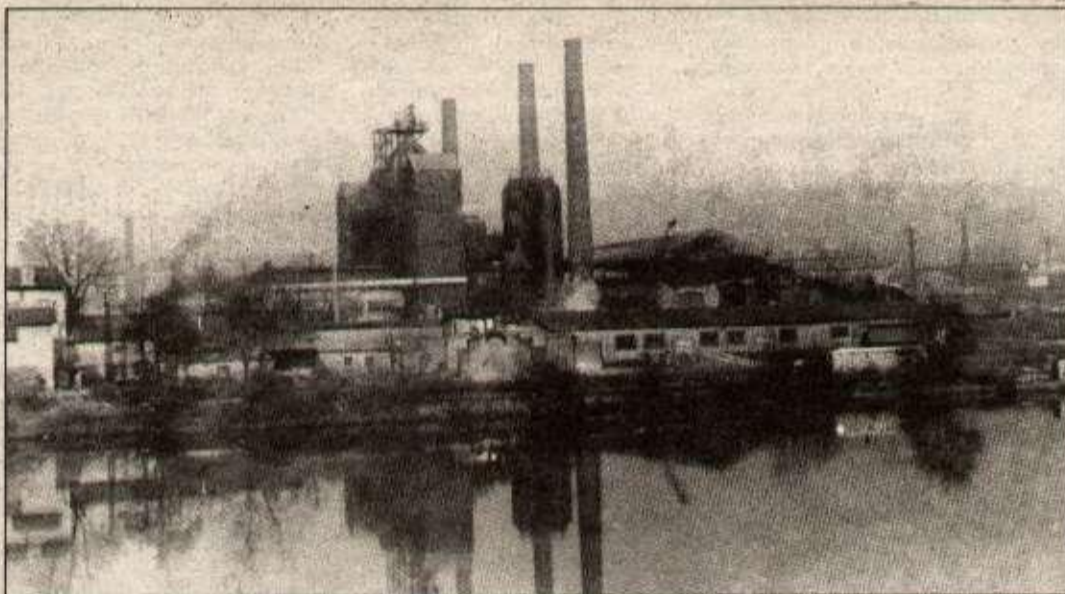
NF, NH, BF, BH : ce sont les quatre rubriques instaurées par le Rectorat de Paris pour classer ses employés et les postulants à l'embauche. En clair : Noir-Femme, Noir-Homme, Blanc-Femme, Blanc-Homme...

L'existence de ces fiches sexistes et racistes est restée clandestine jusqu'au 7 septembre dernier. Après la diffusion d'un tract intersyndical dénonçant le scandale, la hiérarchie s'empressait de brouiller les fiches et de commander des fichiers métalliques fermant à clé. Celui qui avait fait la découverte compromettante était convoqué chez le secrétaire général du Rectorat : sur son bureau, bien en vue, un dossier «préavis de licenciement» et un magnétophone pour enregistrer la conversation !

Le secrétaire général a «justifié» l'existence du fichier, destiné selon lui, à «éviter un mauvais accueil» aux personnes de couleurs dans les établissements où elles ne sont pas «désirées» !

## Le plan acier du gouvernement

# Nouvelle vague de licenciements



## ● L'Etat deviendrait actionnaire de sociétés sidérurgiques françaises

Une restructuration fondamentale de la sidérurgie française est en train de s'opérer. Deux grands groupes vont tenir désormais l'ensemble de la branche. Il est évident que ces opérations vont allonger considérablement les listes de chômeurs. Le nouveau plan acier communiqué mercredi matin au Conseil des ministres va bien sûr dans ce sens. L'Etat deviendrait actionnaire de la sidérurgie. C'est là, une orientation nouvelle qui ne va pas manquer d'avoir des répercussions sur bien des plans. En attendant, les «dégraissages» d'effectifs vont se poursuivre, aggravant encore les 20 % de suppressions d'emplois déjà effectués en Lorraine.

## IMPORTANTE DÉCLARATION SAOUDIENNE

# «LES ACCORDS DE CAMP DAVID SONT INACCEPTABLES»

Lire en page 12

## Nuage toxique à Gênes 3 morts

Encore une intoxication industrielle en Italie, la quatrième en deux ans après Seveso, Manfredonia, et Trente. Un nuage toxique s'est répandu en plein centre de la ville, causant la mort de trois ouvriers. Quatre autres sont gravement atteints, des dizaines de personnes ont été hospitalisées. L'accident s'est produit dans une tannerie : un camion citerne a déchargé plusieurs tonnes de sulfate de chrome dans un bassin contenant de l'hydrate de sodium ; la réaction a provoqué un dégagement d'hydrogène sulfureux, très toxique. Selon le chauffeur du camion, le bassin contenait d'habitude un autre produit ; il n'aurait pas été mis au courant de la modification

Lire en page 7

## CGT - CFDT : divergences et convergences

Maire et Séguy ne se sont finalement pas mis d'accord pour une «action» sur le chômage. Le rapprochement à petits pas engagé dès la rentrée n'a pas donné de résultat. Pour l'instant, les divergences l'ont emporté.

Lire en page 6

## Terrin : défense pour le démantèlement

Lors de la table ronde «sur l'avenir du groupe Terrin» tenue mardi à Marseille, Defferre pour toute «proposition» a suggéré aux travailleurs des sociétés SAM et Sud Marine d'arrêter leur grève, afin de ne pas compromettre une éventuelle «solution» ! Les travailleurs devaient se prononcer dans la matinée de mercredi.

Lire en page 6

## Aiguilleurs du ciel : l'action reprend

Les aiguilleurs du ciel n'ont rien obtenu. Dans les discussions, le Theule n'a rien voulu céder sur l'essentiel des revendications mises en avant par les travailleurs.

Dans ces conditions, il est très probable que la grève du zèle reprenne.

## Iran : le point de vue de M. Banisadr

Economiste iranien, membre du comité pour la défense des droits de l'homme en Iran, militant du mouvement religieux.

Lire notre entretien en page 9



# Projet de programme pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-1

Nous avons déjà publié le projet de programme avec le préambule «Vers le communisme», la partie intitulée «La tendance des peuples à la révolution se développe avec vigueur» ainsi que le début de la partie intitulée «La crise politique de l'impérialisme français». Nous poursuivons aujourd'hui la publication de cette partie.

A l'issue de la publication de l'ensemble de ce projet de programme, la tribune de discussion sera ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et à ses amis. Dans ce cadre, de nombreuses contributions sont attendues et pourront être publiées selon l'intérêt et l'ordre de la discussion.

## La crise politique de l'impérialisme français (Suite)

Au sortir de la guerre, la bourgeoisie a pu, grâce au soutien de la ligne révisionniste qui s'est imposée alors à la tête du PCF, donner un nouvel essor au capitalisme. Elle a répandu un nouveau modèle de collaboration de classe, le modèle de la consommation, l'illusion que le capitalisme pourrait désormais, par une expansion continue, assurer la prospérité à l'ensemble des classes de la société.

La classe ouvrière et les masses populaires ont pu faire l'expérience de ce que signifie pour elles ce nouveau cours du capitalisme : dégradation des conditions de vie et de travail, chômage, destruction de la vie de famille...

Le puissant mouvement de mai 68 a manifesté au grand jour la contestation en profondeur de ce modèle de collaboration de classe et de cette société.

En même temps, l'impérialisme français s'est vu relégué au rang de puissance secondaire. Il voit sa sphère d'influence coloniale et néo-coloniale remise en cause. Il est confronté aux exigences de l'impérialisme US et aux pressions du social-impérialisme soviétique auxquelles il résiste mal.

La bourgeoisie française se trouve ainsi dans une période durable, où elle est vouée à réviser constamment ses choix et où elle ne parvient plus à tracer un projet de société crédible et durable.

● Au plan économique, les effets de la crise, la plus grave qui ait frappé le monde capitaliste depuis la guerre, continuent à se faire sentir.

Obligée d'abandonner progressivement son projet de construire une économie indépendante, la bourgeoisie française doit modifier ses choix d'avenir en fonction des pressions des superpuissances, en fonction également des incertitudes du rapport de forces avec le Tiers Monde.

Le chômage massif et l'inflation sont devenus des données permanentes.

La restriction de ses super-profits impérialistes et la nécessité de dégager rapidement des capitaux pour restructurer, réduisent les bases matérielles mêmes de la politique de corruption et d'alliances de classe de la bourgeoisie. L'extension, la corruption d'une aristocratie ouvrière à son service, est rendue plus difficile.

A la campagne, la pénétration du capitalisme accroît les ruptures entre paysans pauvres et moyens paysans et les capitalistes agraires.

Soumises à une aggravation de leurs conditions de vie et de travail, les couches intermédiaires (employés, postiers, hospitaliers) se rapprochent de la classe ouvrière.

● La crise idéologique a atteint en profondeur la société française. Alors que les illusions du modèle de la consommation se heurtent à la réalité concrète du chômage et de l'austérité, la bourgeoisie tente sans grand succès d'associer les masses populaires à sa politique de gestion de la crise.

Sous couvert de «correction des inégalités», de «l'amélioration de la qualité de la vie», de «solidarité nationale», elle s'efforce, à l'aide de mesures étriquées et dérisoires, de dissimuler la dureté de sa politique de classe contre la classe ouvrière et les masses populaires.

L'idéologie révisionniste, largement alimentée par les illusions du modèle de consommation, subit le contre-coup de ces difficultés.

Le PCF ne peut empêcher les travailleurs de poser la question : produire, oui, mais pour quelle classe ; et que produire ? C'est la place de la classe ouvrière dans cette société qui est remise en cause.

Le désarroi et la révolte de la jeunesse, contre l'avenir que lui réserve le capitalisme s'étendent largement. La participation active des femmes à la lutte de classes remet en cause les conceptions bourgeoises de la famille. De plus en plus nettement est mise à jour l'idée que c'est le capitalisme qui opprime femmes et jeunes du peuple ; que c'est le capitalisme qui brise les relations sociales et familiales ; isole les travailleurs dans les grandes citées ; détruit le cadre de vie.

● Incapable de définir un projet cohérent de société apte à fonder un consensus social, la bourgeoisie voit son système de domination politique confronté à de profondes difficultés qui se reflètent dans la division des forces bourgeoises et des partis qui les représentent.

Après les élections de mars 78, RPR et giscardiens, courte majorité de droite, continuent de se disputer ouvertement. L'échec des partis de gauche à ces élections a révélé plus crûment l'antagonisme entre les projets de chacun de ces partis, PS et PCF, a entraîné la mise à la poubelle de l'histoire de leur Programme commun de 1972, a ouvert une grave crise entre ces partis et au sein même de ces partis, notamment du PCF.

Les institutions politiques bourgeoises révèlent plus ouvertement leur nature : un président pour coiffer l'action continue de la machine bureaucratique et policière ; un parlement pour l'essentiel de pure façade.

La bourgeoisie utilise de plus en plus les moyens d'information (télévision ; radios ; presse) pour imposer directement son point de vue. Elle manipule systématiquement l'opinion à l'aide des sondages.

La répression des luttes ouvrières et populaires, les menaces contre les libertés politiques, les atteintes aux libertés syndicales, les tentatives de «mise à jour» de l'arsenal juridique, sont un aveu de faiblesse de la bourgeoisie.

L'aiguillage des contradictions de classes se reflète au sein même de l'appareil d'Etat : des mouvements de contestation se sont produits dans l'armée, des contradictions ont secoué la magistrature, le système scolaire est en état de crise permanent.

Ainsi, dans tous les domaines, la société française est entrée dans une crise où s'impose l'exigence de l'alternative socialiste, où la nécessité du pouvoir de la classe ouvrière commence à se faire jour.

Sur tous les plans, la classe ouvrière et les masses populaires se heurtent à l'organisation bourgeoise de la société, à la domination de l'Etat monopoliste. L'impérialisme en crise a accentué la contradiction entre ville et campagne. Développant le chômage, il organise en outre le développement inégal entre régions ; certaines d'entre elles sont vouées à l'exode rural. Il opprime des cultures populaires.

En posant l'exigence de vivre et travailler au pays, les masses populaires remettent en cause la dictature

centralisée, bureaucratique de l'Etat monopoliste.

C'est dans les luttes de la classe ouvrière qu'apparaissent avec de plus en plus de force la contestation du pouvoir bourgeois ; les aspirations à une société radicalement nouvelle.

En occupant des usines, en ripostant à la violence réactionnaire, en remettant en cause l'organisation même de la production, les ouvriers en viennent à poser l'exigence d'un pouvoir nouveau de la classe ouvrière.

Dans ces luttes, la classe ouvrière entre en rupture avec l'idéologie révisionniste et sa forme organisée, le PCF. Elle développe la démocratie ouvrière, libère son initiative, fait apparaître contre la bourgeoisie et le révisionnisme son autonomie et sa capacité à construire le socialisme.

La crise de la société française ainsi ouverte est politique, en ce sens qu'elle est marquée par la mise à jour, l'approfondissement et l'aggravation des contradictions qui définissent tant la base matérielle que la superstructure idéologique et politique. Elle met en cause les rapports de classe essentiels de notre société.

Aussi, cette crise est nécessairement durable. Irréversiblement ouverte, la seule issue qu'elle peut avoir à terme ne peut être que l'issue révolutionnaire.

Lorsque la classe ouvrière, à la tête des masses populaires, aura fait à large échelle l'expérience de la nature contre-révolutionnaire et de la stérilité du révisionnisme moderne, elle s'engagera consciemment, guidée par son parti communiste, vers la conquête du pouvoir.

La révolution est l'affaire de notre génération !

## La tâche centrale de la classe ouvrière en France : l'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat

Le capitalisme monopoliste d'Etat caractérise la société française d'aujourd'hui. Réunissant en un seul mécanisme d'exploitation, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et les monopoles, le capitalisme monopoliste d'Etat constitue, comme Lénine l'indique : «La préparation matérielle la plus complète, l'anti-chambre du socialisme, l'étape de l'histoire qu'aucune étape intermédiaire ne sépare du socialisme». La contradiction principale oppose, en France, le prolétariat à la bourgeoisie.

L'Etat bourgeois est l'instrument de la dictature de la bourgeoisie, de l'exploitation et de l'oppression violente contre la classe ouvrière. La bourgeoisie renforce actuellement cet appareil d'Etat et restreint les libertés démocratiques. Il n'en demeure pas moins qu'elle continue à exercer cette dictature sous la forme de la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie ne se laissera jamais déposséder pacifiquement des moyens de production et utilisera tous les moyens répressifs de son Etat contre la classe ouvrière quand celle-ci menacera son pouvoir. Aussi la tâche centrale de la classe ouvrière en France, c'est la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois par l'insurrection prolétarienne et l'instauration de son propre pouvoir. Dans la

lutte, le prolétariat fera l'expérience de la violence révolutionnaire et de la nécessité de l'insurrection prolétarienne.

Le PCRml combat les illusions d'un passage pacifique au socialisme.

Pour combattre les illusions électorales et propager son programme, le PCRml participe aux élections bourgeoises lorsque cela s'avère nécessaire.

Dans l'armée, le PCRml s'oppose à toute utilisation ou intervention de l'armée contre les luttes populaires contre les peuples ou pays du Tiers Monde.

Le PCRml appelle les soldats à fraterniser avec ces mouvements. Il exige pour les soldats du contingent une réelle formation militaire. Il s'oppose à la participation de l'impérialisme français à tout bloc agressif.

Aujourd'hui, l'Europe est l'enjeu stratégique de la rivalité des deux superpuissances. En cas d'invasion de la France suscitée par l'un des deux superpuissances, le PCRml devra mobiliser toutes les forces patriotiques sous la direction de la classe ouvrière, dans la lutte de libération nationale contre l'envahisseur et poursuivra la lutte pour la révolution socialiste.

## Le socialisme

La destruction de l'Etat bourgeois par la révolution prolétarienne ouvrira la période de transition du capitalisme au communisme, la période d'édification du socialisme. Le gigantesque effort de transformation de notre société qu'entreprendront alors les masses populaires, ne saurait être mené à bien sans l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière unissant dans une solide alliance de classe le prolétariat et la petite paysannerie avec les autres couches populaires. C'est le pouvoir des ouvriers et des paysans. C'est la dictature du prolétariat.

Par l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers, l'essentiel des moyens de production et d'échange deviendront propriété du peuple tout entier. Le socialisme abolira l'exploitation de l'homme par l'homme et toute oppression impérialiste. A la campagne, la mise en place progressive de la coopération socialiste permettra la transformation socialiste de l'agriculture.

Le système politique du socialisme différera radicalement de tous les systèmes politiques qu'a connus notre pays depuis la Commune de Paris. Ce sera un pouvoir où les fonctions d'Etat seront remplies par tous les travailleurs. Ce sera un pouvoir où toutes les décisions importantes résulteront d'un débat préalable dans les structures de base de la société socialiste,

communautés regroupant les travailleurs d'une entreprise, d'un quartier, d'un village...

Sous le socialisme, le Parti communiste de type nouveau constitue un instrument aux mains de la classe ouvrière pour lui permettre d'exercer son rôle dirigeant. Dans la bataille sans merci qui se poursuit bien après la révolution, entre le prolétariat qui cherche à consolider son pouvoir, étendre les conquêtes du socialisme et la bourgeoisie qui cherche à restaurer le sien, gagner à elle des éléments hésitants, influencer des couches au sein même du peuple, la classe ouvrière a besoin que les plus fermes, les plus conscients de ses membres se regroupent dans un même parti, s'appuyant sur la théorie révolutionnaire et l'expérience des peuples du monde et éclairent la marche vers le communisme.

Tous les moyens seront pris pour faciliter l'exercice du pouvoir par les travailleurs : horaires et temps de travail conçus et aménagés dans ce but, utilisation des instruments modernes pour faire circuler rapidement l'information (télévision, cinéma, radio, presse), possibilité de mener des enquêtes dans tous les domaines.

Nous publierons demain la suite du paragraphe intitulé Le Socialisme.

## Accord monétaire des Neuf

## QUELLE ASSISE POUR L'ECU ?

Les ministres des Finances des neuf pays de la communauté européenne ont approuvé, lundi, le projet monétaire résultant des accords franco-allemands d'Aix-La-Chapelle. Ce qui ne veut pas dire que tout est réglé. Les ministres des Finances des Neuf doivent mettre au point les détails de l'accord

Un compromis a été approuvé par les ministres des Finances : la valeur de la monnaie européenne sera fixée par un système intermédiaire entre les deux systèmes possibles, celui du «serpent» et celui du «panier». Le système du serpent qui a été constitué en 1972, implique une solidarité entre les monnaies européennes, qui sont définies l'une par rapport à l'autre et ne peuvent fluctuer que dans des limites définies (actuellement 2,5 %). Ce système n'est pratiquement plus appliqué actuellement, les pays ayant les monnaies les plus faibles l'ont quitté, le dernier départ en date étant celui de la France en 1976. Les seuls pays encore impliqués dans ce système se réduisent à l'Allemagne Fédérale, le Danemark et les pays du Bénélux, ce qui rend le système quasiment caduc. Dans la négociation en cours, les pays les mieux placés économiquement, dont l'Allemagne, sont favorables au maintien d'un système équivalent, qui oblige, lorsqu'une monnaie s'écarte de la marge de fluctuation prévue, les pays concernés à intervenir sur le marché des changes pour enrayer la tendance. Dans la dernière période, marquée par une hausse continue du mark par rapport aux autres monnaies, les autres pays ont été fréquemment contraints d'intervenir pour soutenir leur monnaie.

L'autre système possible de détermination de l'unité



L'écu : une tentative pour résister à la chute du dollar.

de compte européenne est celui dit du «panier». Dans ce cadre, la valeur de l'unité de compte européenne est déterminée par le taux de change des différentes monnaies européennes, pondéré par l'application à chacune d'un coefficient fixe. Un tel système favorise moins les monnaies fortes. Une hausse du mark et une baisse simultanée d'autres monnaies de la communauté peuvent s'équilibrer. De ce fait, l'écu se déprécie par rapport au mark, c'est pourquoi l'Allemagne n'est guère favorable au «panier».

## UN SYSTEME INTERMEDIAIRE

L'accord réalisé est un compromis entre ces positions contradictoires. L'écu

en octobre et novembre, pour approbation par le conseil européen en décembre et mise en application au début de l'année prochaine. Dans ce délai, des problèmes risquent de se faire jour entre les pays Neuf, qui supportent de façon différenciée les conséquences de la crise économique.

aura une double définition, l'une par les grilles de parité, ce qui laissera subsister le principe des interventions automatiques. Il sera défini également par un système de «panier» qui servira à la prévision à plus long terme. Le «panier» permettra de déceler celles des monnaies qui s'éloignent de la moyenne des monnaies de la communauté, et de prévoir les mesures d'intervention nécessaires, mais dans des termes plus souples que le système du serpent, puisque dans la nouvelle organisation des consultations préalables auraient lieu chaque fois qu'un problème se poserait. Ce qui limiterait les interventions automatiques.

Il a été décidé la constitution d'un fonds de 25 milliards d'écus (soit 140

milliards de francs) pour le système de stabilisation des changes. Cette somme consilue le cinquième des réserves européennes actuelles.

Mais les problèmes ne sont pas réglés pour autant. La question de la période de transition n'est pas tranchée, non plus que celle des mécanismes et des montants des transferts. L'ampleur de la marge de fluctuation des monnaies n'a pas davantage été fixée. C'est ce qui doit faire l'objet de travaux les prochains mois. On peut s'attendre à ce que des divergences réapparaissent dans cette discussion, où les intérêts concurrents des différents impérialismes vont une fois de plus s'affronter.

François NOLET

## Rhônes Alpes : une situation de l'emploi catastrophique

La région Rhônes Alpes, une des plus industrielles de notre pays connaît une progression extrêmement rapide du nombre des chômeurs. En un mois, de juillet à août, on compte 5.584 demandes d'emplois supplémentaires non satisfaites.

Nous publions ci-dessous, un tableau qui montre cette progression, département par département.

	AOÛT	JUILLET
Ain	4 623	4 211
Ardèche	5 420	5 042
Drôme	7 066	6 708
Isère	16 189	15 239
Loire	20 298	19 297
Rhône	24 626	22 779
Savoie	3 509	3 393
Haute Savoie	6 711	6 189
Total	88 442	82 858

Soit une progression en un mois de 6,7 % du nombre des chômeurs.

## Le PSU s'interroge sur son utilité

Quelle est notre utilité, quelle est notre efficacité ? Ce sont ces deux questions qui ont traversé la réunion nationale du PSU le week-end dernier. Certes, dans la conférence de presse qu'il a tenue au lendemain de ces instances, Mousel, secrétaire général, s'est montré insatisfait par la gauche. «L'insupportable, c'est le comportement du PC qui continue comme si rien ne s'était passé en mars, à guetter les virages à droite du PS ; c'est aussi l'attitude toujours aussi électoraliste des socialistes. L'indécence, a-t-il ajouté, c'est le ton et le style des organisations de gauche qui se contentent de dénoncer par leurs discours la politique du gouvernement». Manifestement ce n'est pas du côté de Mousel qu'il faut chercher une quelconque évolution positive. La démarcation d'avec l'Union de la gauche est toujours aussi superficielle et inopérante. Elle est de plus, mal venue de la part d'une direction qui s'est compromise avec le parti de Marchais lors des dernières législatives au point que ce dernier avait retiré deux de ses candidats à son profit.

En revanche il semble que d'autres dans le PSU se démarquent de cette analyse et tirent un bilan critique de la politique passée, signalons cette déclaration du représentant d'une des tendances «la crédibilité du PSU est entamée par une vaine connivence avec les forces de gauche et tout particulièrement le PC».

Les militants de ce courant ou d'autres dans le PSU pousseront-ils la logique jusqu'à rompre avec ce mouvement ? Le prochain congrès en janvier le dira. En tout état de cause s'il est vain de vouloir changer la gauche, contrairement à ce que propose Mousel, il est tout aussi illusoire de vouloir changer le PSU.

## Boulin et Papon à Biarritz ?

Les 27, 28 et 29 septembre, le RPR tiendra ses journées parlementaires à Biarritz. Neuf thèmes de réflexions sont prévus ; cela va de la Défense Nationale au problème du chômage en parlant de la sécurité des Français. D'illustres orateurs tels Debré et Couve de Murville sont à l'affiche. Tous les anciens Premiers ministres gaullistes sont d'ailleurs conviés même s'ils ne sont plus actuellement parlementaires. On sait par ailleurs que Barre n'est toujours pas invité et que cela lui déplaît passablement.

Ce mécontentement se comprend mieux encore si l'on sait que Papon, ministre du Budget et Boulin pour ne parler que de ces deux là, sont eux invités. Nul ne sait encore s'ils accepteront de s'y rendre. Il est probable qu'ils y réfléchiront à deux fois tant les décisions qu'ils ont été amenés à prendre ces derniers temps en tant que membres du gouvernement ont été critiquées par le mouvement de Chirac. Le RPR généreusement, non seulement les invite mais leur promet qu'ils pourront intervenir dans leur domaine respectif.

## BARRE : PAS QUESTION DE DESSERRER LA VIS

Barre a fait remettre aux députés un rapport économique et financier qui accompagne le projet de loi des finances, ce texte prépare d'une certaine manière le débat budgétaire qui va s'ouvrir dès l'automne. Ce rapport n'ap-

porte aucune révélation nouvelle mais encore une fois la confirmation que le gouvernement n'a pas du tout, mais pas du tout l'intention de desserrer la vis.

Tirant le bilan de ce qui a déjà été fait dans le

domaine des rémunérations et de la discipline des prix il écrit : «Des résultats significatifs ont déjà été obtenus mais ils demeurent vulnérables et surtout insuffisants, comparés à ceux enregistrés chez nos principaux partenaires». Barre affirme ensuite qu'il faut accentuer la stabilisation des prix et la modération des gains de pouvoir d'achat des revenus primaires des ménages. C'est que voyez vous, la rentabilité des entreprises a diminué selon lui ces dernières années. Toujours selon Matignon, en revanche le pouvoir d'achat des ménages s'est constamment accru ces dernières années. Par ailleurs les entreprises ayant supporté la hausse du coût des matières premières nous dit-on n'ont pu suffisamment investir d'où le chômage. La recette est sim-

ple : modérer les rémunérations donc augmenter la capacité d'investissement donc créer des emplois. Mais pourquoi donc les travailleurs ne comprennent-ils pas une telle logique ?

Jusqu'à quand subissons nous cette politique ? Barre la pense nécessaire «just qu'à ce que les conditions d'une croissance rapide et durable soient réunies». C'est-à-dire, rappelons-le, pour Giscard, pas avant le troisième millénaire. Ce qui n'empêche pas Barre d'affirmer pour la x<sup>e</sup> fois que les choses iront un peu mieux pour les prix en fin d'année et au printemps pour l'emploi. «Un mieux» qui à chaque fois se traduit par des difficultés supplémentaires pour les travailleurs.

## Communiqué de Le Pen lu à la télévision

Le fasciste Le Pen continue sa campagne pour la restriction de l'immigration comme prétendue solution au chômage. Il a déclaré également qu'il était «aussi représentatif que Fabre avec ses 2 %» et que lui aussi était prêt à «soumettre ses dossiers à Giscard». Que les apprentis nazis se fassent les interprètes de thèses racistes il n'y a là rien de nouveau ; ce qui en revanche est encore plus inadmissible, c'est que la télévision reproduise de telles déclarations ; c'était pourtant encore le cas lundi soir au journal parlé.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevret  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## POLITIQUE

## Le CNPF et l'emploi : du vent

«Il vaut mieux payer des jeunes en stages que d'indemniser des chômeurs» explique l'honorable M. Chotard, N° 2 du CNPF. En guise de mesures pour l'emploi, c'est la vieille rengaine que ressortent les patrons. Tout bénéfique pour eux ces stages : main d'œuvre à bon marché et dégonflage des listes de chômeurs.

La solution, le remède, la panacée de M. Chotard ? C'est la diminution des charges sociales pour les entreprises : c'est le moyen paraît-il de permettre aux patrons d'embaucher et ainsi, voyez-vous, de diminuer le nombre de chômeurs. Voilà, c'est à cela que se résument les «propositions» du CNPF pour l'emploi.

Ces messieurs les patrons n'en ont jamais assez. Ils sont les responsables du chômage et demandent sans cesse de nouveaux cadeaux.

## Plan acier au Conseil des ministres

Au menu du conseil des ministres de ce mercredi, devait figurer le plan acier. Un premier plan dit «de sauvetage» avait déjà été appliqué depuis l'année dernière. Les conséquences de ce plan pour les travailleurs sont catastrophiques : entre le 1<sup>er</sup> avril 1977 et le 31 décembre 1979, plus de 16 000 emplois devront être supprimés. Les rapprochements qui s'opèrent, semble-t-il sous l'égide de l'état, entre les grands groupes sidérurgiques, entraîneront sans doute de nouveaux dégraissages d'effectifs. Il était question pendant une période de fermer purement et simplement la SMN (Caen). Cadeaux pour les barons de l'acier, chômage pour les sidérurgistes, les plans du gouvernement se succèdent, le nombre des chômeurs augmente.

## RPR pour JJSS dans l'élection partielle de Nancy

Le RPR a annoncé son intention de se désister «pour le candidat que le suffrage universel a désigné pour affronter au second tour le candidat de l'union de la gauche». Le communiqué du RPR réussit le tour de force de ne pas nommer une seule fois JJSS adversaire notoire de Chirac et à parler «d'union de la gauche».

## David (PCF) passe la main

Le sénateur PCF des Bouches du Rhône, David, vient d'annoncer à son tour sa décision de passer la main. C'est Minetti «le suivant sur la liste» qui le remplacera. C'est la deuxième fois en quelques jours qu'un sénateur du PCF décide ainsi de quitter son mandat. Le PCF périodiquement opère ce rajeunissement de ses représentants dans l'appareil d'Etat.

## Hersant aux longues dents

Encore un ! Des bruits de plus en plus persistants font état d'une nouvelle «affaire» réalisée par le magnat de la presse. Depuis longtemps déjà, le quotidien *L'Aurore* avait de gros problèmes de trésorerie. Qu'à cela ne tienne : M. Hersant à des sous ; beaucoup de sous. Il attendait l'heure. Elle semble avoir sonné. Lundi dernier, le directeur de rédaction présente sa démission à Fournier, le très récent PDG du journal. *L'Aurore* et *Paris-Turf* seront tirés l'année prochaine à la Plaine St Denis dans l'imprimerie d'Hersant. Un arrangement serait conclu qui donne une partie des parts de *L'Aurore* à Hersant. En d'autres termes, il a déjà un pied dans ce journal malade. On sait que d'habitude, il n'est pas long à mettre le deuxième. L'empire de presse, avec ses 13 quotidiens... va donc se trouver renforcé. A quand le prochain ?

## Deux formules d'abonnement couplé :

### Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois..... 150 F  
6 mois..... 300 F  
Incluant réception du Tome V  
des Oeuvres Choisies de Mao Tsé-Toung

### Front Rouge - Proletariat

6 mois..... 50 F  
Soit deux numéros de *Proletariat* et deux numéros de *Front Rouge*

# QUAND MARCHAIS SE REMET A L'HEURE DE LA DISCIPLINE REPUBLICAINE

Favaro (PCF) a annoncé qu'il se désistait pour Tondon (PS) en Meurthe et Moselle. Il y a quelques mois, Marchais affirmait que la discipline républicaine est une relique du passé...

Au lendemain de l'élection partielle du 3 septembre dans le Pas-de-Calais, et au cours de laquelle le PCF avait perdu 7 % des voix par rapport au mois de mars, Fiterman, au nom du bureau politique du PCF déclarait au micro de RTL : «Une partie de nos électeurs a sans doute considéré qu'il fallait faire du député invalidé le candidat de l'Union de la gauche dès le premier tour et l'a manifesté dimanche en votant pour celui-ci. Des camarades du Pas-de-Calais, poursuivait-il, avaient perçu ce sentiment et nous en avons fait part avant le scrutin en estimant qu'il était légitime. Nous pensions a-t-il encore dit, qu'ils avaient raison». Puis, le porte-parole de Marchais poursuivait en proposant qu'à l'avenir, au cas où c'est un député de gauche qui serait invalidé, il soit le candidat unique de l'opposition dès le premier tour.

En fait, Fiterman ne proposait rien donc qu'une extension de la «discipline

républicaine», c'est-à-dire d'une vieille habitude qui veut que le candidat de gauche et même radical soit automatiquement le candidat unique de la gauche au second tour. Sans remonter si loin en arrière, souvenons-nous seulement de la polémique qui occupait le devant de la scène en février dernier. Mitterrand refusait toute discussion sur la composition d'un gouvernement de gauche tant que Marchais ne se serait pas formellement engagé à se désister pour le candidat des autres composantes de la gauche si celui-ci arrivait en tête au premier tour. En réponse, on pouvait lire à l'époque dans *l'Humanité* des passages comme celui-ci :

«Ce n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs et de détourner leur volonté de changement à d'autres fins ; c'est ce qui est arrivé trop souvent par le passé». Simultanément, Marchais affirmait que la discipline républicaine c'était «comme la lampe à huile ou le rouet», des reliques du passé. Favaro vient d'annoncer de Nancy qu'il se désistait pour son rival socialiste au second tour, à l'heure où le Programme commun est bien enterré,

il se pose une question : ou Marchais mentait à l'époque comme notre journal l'a toujours écrit, quand il menaçait de ne pas se désister ou alors aujourd'hui, il conduit les travailleurs dans le «bour-

bier social démocrate» en appelant à voter pour un parti qui selon lui a «viré à droite». Dans les deux cas son mépris des travailleurs saute aux yeux.

François MARCHADIER

## Les avatars de M. Fabre et de ses amis

Suite à la mission confiée par le pouvoir à Robert Fabre, les réactions se multiplient, très concrètement. Le PS s'illustre en la matière. Dans un certain nombre de municipalités qu'il contrôle, le parti de Mitterrand exprime l'intention et la réalise quelquefois de retirer aux alliés de l'ancien président du MRG leurs fonctions municipales. C'est le cas à Beauvais dans l'Oise où la victime n'est autre que Bracque, bras droit de Fabre dans la précédente direction du MRG, celui-ci aujourd'hui, apporte son concours à la réussite de la mission du «déserteur» de l'union. A Villefranche de Rouergue, ville dont Fabre est maire, les élus socialistes ont décidé de constituer un groupe d'opposition. Retournant le couteau dans la plaie, la fédération socialiste de l'Aveyron rappelle que «Fabre a été élu grâce à l'apport des voix du PS et du PCF».

Enfin troisième cas de figure, celui de St Etienne ville dirigée par le PCF. Là encore les socialistes mènent la vie dure à leurs ex-alliés et exigent de Sanguedolce, le maire, qu'il retire leur délégation aux trois conseillers MRG membres du courant favorable à M. Chômage. Le PCF pour sa part est dans une situation délicate, car s'il condamne également l'orientation du courant «droitier» du MRG, il s'était illustré récemment par une déclaration selon laquelle «l'activité des élus MRG est uniquement dictée par le respect du contrat municipal». Situation difficile en effet.

## En marge des élections de la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris

# L'AFFAIRE DE LA MALENE AU LARZAC

Monsieur Christian Lunet de la Malène s'intéresse de très près au Larzac : il y possède des terres. Le Comité Larzac de Paris s'intéresse donc de très près à Monsieur Christian Lunet de la Malène, candidat RPR de la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris.

Rancœurs déplacées ou légitime suspicion ? Les faits qui suivent et qui n'ont jamais été contredits de façon tangible par l'intéressé, pourraient bien laisser croire que M. Christian Lunet de la Malène s'est rendu coupable de spéculation...

Le 1<sup>er</sup> octobre 1966, M. Lunet de la Malène achète pour 5 millions de centimes seulement, le domaine de Baylet, situé au nord-est du causse du Larzac, dans le sud-Aveyron. Ce domaine de 270 hectares comprend deux belles bergeries ainsi que des bâtiments d'habitation et des communs. Il convient d'ajouter que M. de la Malène posséderait aujourd'hui, sur le Larzac, d'après le cadastre de 1975, environ 350 hectares.

En 1970, Michel Debré, ministre de la Défense Na-

tionale, rend public le projet d'extension du camp militaire du Larzac. Le nouveau camp amputera le domaine de Baylet de 179 hectares ; on ne pourra pas accuser M. de la Malène d'être protégé, ni d'être uniquement un spéculateur, puisque sa propriété est coupée en deux... Il faut savoir qu'aujourd'hui l'armée achète au Larzac les bois 26 000 francs l'hectare, les pacages 3 000 francs et les terres labourables près de 10 000 francs. L'affaire pourrait être juteuse : la vente, à l'Etat Major, des terres appropriées rapporterait environ 800 000 francs à M. de la Malène.

Que penser de l'adduction d'eau réalisée en 1976 à la ferme de Baylet ? Bien qu'inoccupés depuis 1944, ces superbes bâtiments sont totalement à l'abandon et menacés de ruine... Les terres cultivables sont presque totalement en friche... Les pacages ne sont loués à un transhumant que quelques mois de belle saison par an... Quand on pense que l'eau est refusée aux exploitants situés dans le périmètre d'extension, beaucoup au Larzac pen-

sent que l'adduction d'eau augmente la valeur de Baylet, uniquement.

M. de la Malène a un cousin germain, M. Alain de Chattelard, exploitant agricole sur le Causse et au courant des rumeurs d'extension du camp, rumeurs qui courent depuis 1963.

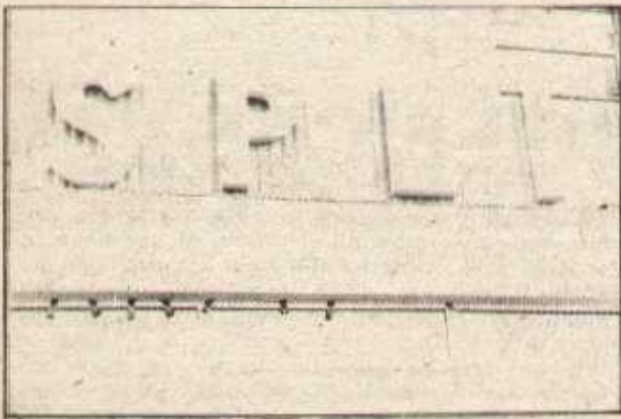
M. de la Malène peut être considéré comme un cacique du gaullisme : secrétaire administratif du groupe RPF en 48, député gaulliste, conseiller technique du ministre M. Debré en 1958, secrétaire d'Etat chargé de l'information auprès de Michel Debré, Premier ministre en 1962...

Or, si le projet d'extension du camp du Larzac a été longuement mis au point en 1963 et 1969, il est pratiquement définitif en 1965, lorsque le général Cantanel quittait la fonction de chef d'Etat-Major. Coïncidence, si M. de la Malène acquiert le domaine de Baylet, en 1966 ?

«Comment ne pas s'imaginer que pendant ces 6 longues années de gestion, avant son adoption officielle, les intentions de l'Etat-Major n'aient pas fil-

tré à l'extérieur et en premier lieu, vers les confidents du régime ?» s'interroge E. Gabey et Y. Hardy, auteurs de *L'homme Larzac*, édition Alain Moreau. Ils ajoutent : «Si M. de la Malène ne s'attache pas à fournir des preuves plus tangibles de sa bonne foi dans cette affaire, on ne pourra guère tenir grief aux paysans du Larzac, de le considérer comme le meilleur représentant de la cinquième colonne (c'est-à-dire, des spéculateurs complices de l'armée)».

Pour nous, comité Larzac, les racines rougeâtres de M. de la Malène ne sont pas des preuves suffisantes de son innocence dans cette affaire. Nous ne serons définitivement convaincus que le jour où il fera don de quelques hectares au Groupement Foncier Agricole - GFA Larzac - conçu pour résister légalement à l'extension du camp militaire ou lorsque, par exemple, la propriété de Baylet deviendra un camp de vacances pour les enfants déshérités du 14<sup>e</sup> arrondissement...



● L'évacuation une seconde fois par les flics de l'usine SPLI dans la zone industrielle de Rennes-Chantepie a provoqué de nombreuses protestations de la part des travailleurs et des militants syndicaux. Elles se sont concrétisées notamment au cours de la manifestation qui lundi soir a rassemblé 2 à 300 personnes à Rennes, ce qui, compte tenu des pressions effectuées par l'UD-CGT, n'est pas négligeable.

La lutte dure maintenant depuis près de quatre

Tous les occupants s'y attendaient un peu depuis la semaine dernière à l'arrivée des flics. Exactement depuis le jour où l'UD-CGT, avec l'appui de l'inspection du travail avait organisé une sorte de «consultation-plébiscite» complètement truquée pour faire avaliser ses positions par les ouvrières. Ses positions, c'était ni plus ni moins le plan Alphen qu'elle avait élaboré en collaboration avec le PDG, par-dessus la tête de la section syndicale de l'usine et sans même l'en avertir. Ce n'est que par les journaux ou quand certains d'entre eux reçurent des «bulletins de vote» pour participer à la «consultation» que les occupants, regroupés autour de la section CGT apprirent que des négociations se déroulaient depuis plusieurs jours entre Alphen et l'UD-CGT.

Depuis ce jour, une sorte de légitimité (d'ailleurs sans la moindre valeur juridique) permettait à Alphen de faire évacuer l'usine en réclamant le concours de «la force publique» comme on dit dans le langage de ces messieurs. Les responsables ne se sont d'ailleurs pas fait prier pour lui accorder l'aide policière nécessaire.

Le plus grave dans cette affaire, c'est que l'UD-CGT s'est prêtée de bonne grâce à cette coopération.



L'opération «dépouillement»: deux permanents de l'UD-CGT procèdent en compagnie de 2 membres de l'inspection du Travail, à l'ouverture des enveloppes. Ce sont de simples cartons qui servent d'urnes.

Des bulletins (jaunes) ont été édités par l'UD-CGT et envoyés à certains ouvriers. Ils portent l'inscription suivante: «Je fais confiance à l'UD-CGT, je me prononce pour la reprise immédiate du travail».

Maintenant que les flics sont intervenus, ça va pouvoir se faire...

Bien sûr, elle avait bien pris soin depuis la semaine dernière de clamer qu'elle condamnait par avance toute intervention de la police qui, disait-elle, «ne résoudrait rien». Bien sûr dès l'évacuation connue, elle a organisé devant la préfecture un rassemblement de plusieurs sections syndicales CGT, rassemblement auquel la section de l'usine s'est d'ailleurs jointe. En tout cas, les faits sont là et l'UD-CGT, même si elle cherche à minimiser sa responsabilité, ne parviendra pas à masquer le fait, que par son attitude, elle a favorisé les événements qui se sont produits.

#### DES CONCEPTIONS DIFFÉRENTES

Les divergences ne datent pas d'hier entre la section CGT de la SPLI et l'UD. Dans l'usine, depuis plusieurs années, quelques personnes avaient transformé la section autrefois combative en organisme de collaboration de classe. A tel point que lors des élections professionnelles, un deuxième tour devait être organisé, plus de la moitié des ouvrières refusant de voter pour cette liste unique au premier tour. L'arrivée de militants jeunes et actifs transforma cet état de choses: des actions commencèrent à être menées, débouchant sur quelques succès. Au

SPLI (Rennes) : après l'intervention des flics

## LA NECESSITÉ D'UNE LUTTE UNIE

mois. En fait de propositions, les travailleurs n'ont eu que le fameux plan Alphen (PDG de Huit SA) et ses 200 emplois uniquement sur Rennes; avec éventuellement, au cas où le chiffre d'affaires serait satisfaisant au bout d'un an, 200 nouvelles embauches. Rien pour les ateliers de Fougères; rien pour ceux de Saint-Brice en Coglès. Au total, ce plan laisserait pour l'ensemble de la SPLI 1 270 travailleurs au chômage sur les 1 500 employés que comptait la société. Autant dire que ce plan ne pouvait satisfaire les travailleurs. Seule l'UD-CGT

début, l'UD soutenait ce nouveau cours de la section, mais les choses se dégradèrent rapidement dès le début de la lutte actuelle contre la liquidation. Deux conceptions très opposées de la lutte sont en présence: d'un côté l'UD, appliquant sans l'ombre d'une défaillance la ligne du PCF, prétendait faire défendre par les travailleurs de la SPLI, des objectifs dont ils ne voulaient pas. C'est ainsi que par exemple, l'UD avait réalisé une affiche de caractère chauvin, demandant le retour des fabrications effectuées à l'étranger, prétendant que c'était la solution pour la SPLI. Bien entendu, la section refusa de coller cette affiche d'ailleurs tirée sans l'avis des militants de l'usine. Cet épisode des tensions entre la section et l'UD fut tranché par l'Assemblée générale des ouvrières qui, après intervention de la section et du permanent de l'UD donnèrent finalement raison à la section. Depuis, on ne voyait pratiquement plus les gens de l'UD dans l'usine. Ils ne firent leur véritable rentrée que pour élaborer avec le PDG de Huit SA le plan de chômage qu'ils veulent imposer aujourd'hui.

#### DEFINIR DE NOUVELLES PERSPECTIVES

La question d'une réoccupation semble, pour l'instant du moins, écartée par les travailleurs qui occupaient l'usine. Mardi soir, une réunion du comité de soutien avait lieu. Il est certain que maintenant, la poursuite de la lutte va devoir s'envisager dans des conditions nouvelles. Cela dit, les travailleurs de la SPLI n'ont pas dit leur dernier mot, ils possèdent encore des atouts; par exemple, les ateliers de Fougères et de Saint-Brice sont toujours tenus «sous surveillance» par les ouvrières. Plus encore qu'avant, la question de l'unité à renforcer entre les différentes usines de la SPLI est posée. De son avancée dépend sans doute la définition de nouvelles perspectives de lutte pour tous les emplois à la SPLI.

Gérard PRIVAT

pouvait se satisfaire d'un tel plan au nom du «réalisme».

L'intervention policière a sans nul doute pour but d'obliger les travailleurs à accepter le plan Alphen puisqu'il fallait bien que les locaux soient libres pour faire repartir la production de la société Huit. Le PDG n'avait semble-t-il pas décidé lundi soir d'une date pour cette reprise; sans doute pour laisser aux choses le temps de se tasser un peu après l'intervention des flics.



### Pour la CFDT, la division a permis l'intervention policière

(Communiqué du comité de coordination CFDT - SPLI)

Le comité de coordination CFDT-SPLI dénonce l'expulsion des travailleurs de l'atelier de Rennes par les forces de l'ordre. Ces travailleurs avaient décidé de maintenir leur outil de travail en occupant leur atelier. Les pouvoirs publics ont décidé de faire intervenir les forces policières. Pour la CFDT, le refus de créer une intersyndicale par certains, ainsi que les divisions publiques de la CGT, ont créé un climat tel que les pouvoirs publics ont pu facilement expulser les travailleurs. Cette solution Alphen

bloque véritablement depuis le début toute négociation pour l'ensemble des emplois de la SPLI, et nous ne pouvons que regretter la position de certains, qui ont marché à fond dans cette solution. Les attermolements de M. Alphen sur une reprise de l'activité de Rennes, alors que le terrain est libre, laissent hélas prévoir que ce n'est pas la solution industrielle qui l'intéresse, mais bien le stock important de produits finis. La situation de l'entreprise Garnier à Redon aurait pourtant dû ouvrir l'œil à certains sur

ce genre de sauveurs.

Devant ce constat d'échec, la CFDT demande aux pouvoirs publics de prendre réellement leurs responsabilités, en réunissant rapidement toutes les parties concernées, pour entamer des négociations sur un montage industriel permettant de sauver globalement les emplois de la SPLI. La CFDT ne peut que regretter la non-initiative des maires des villes concernées pour trouver une solution globale et durable, la seule réaliste, autant humainement qu'économiquement.

## LUTTES OUVRIERES

## Après la réunion au sommet CGT - CFDT

## DIVERGENCES ET CONVERGENCES...

Il n'y aura pas d'initiative commune CGT-CFDT sur l'emploi au niveau national, pour le moment. Telle est la première constatation qui s'impose, à l'issue de la réunion de lundi soir entre les dirigeants des deux confédérations.

Un résultat sans surprise malgré tout, quand on se reporte aux positions développées par les deux confédérations dès leurs meetings de rentrée, début septembre. C'est Georges Ségué qui avait lancé l'idée. Dès le lendemain, Edmond Maire répondait assez clairement qu'il était d'accord pour rencontrer la CGT, mais fixait nettement les limites : «*En fait, la CGT connaît notre réponse. La CFDT souhaite le développement d'une action unitaire résolue dans les branches et secteurs professionnels (...). C'est le meilleur moyen d'obtenir des résultats auprès des employeurs privés ou publics. C'est aussi le meilleur moyen d'appuyer les négociations confédérales sur la durée du travail. Nous ne tarderons pas à voir sur le terrain si la CGT est d'accord avec nos propositions d'action (...). La CFDT refusera les coordinations prématurées des formes d'action, mais au contraire, coordonnera les luttes effectives sur des revendications syndicales accessibles.*» C'était donc, dès ce moment-là, un refus clair de la forme d'action proposée par la CGT, et qui consistait en une semaine d'action nationale sur le chômage. Edmond Maire réaffirmait que pour la direction CFDT, les négociations à tous les niveaux étaient prioritaires, et qu'il n'était pas question, comme il dit, de «*globaliser l'action*».

D'où viennent ces divergences, qui ne sont pas nouvelles ? Pour les dirigeants CGT, les journées d'action sont une habitude. Non pas qu'elles soient

d'une efficacité établie, mais dans la mesure où elles ont pour cible, en principe, la politique globale de la droite, elles permettent généralement d'appuyer la politique du PCF, au niveau syndical. C'est dans ce jeu-là que les dirigeants CFDT refusent d'entrer, en s'appuyant, au sein même des militants sur un réel ras-le-bol de ce type d'action. Elle s'y refuse d'autant plus que c'est en général la CGT qui y apparaît le plus, et peut en tirer le maximum.

Pour Edmond Maire, ce refus de la globalisation s'accompagne, on l'a vu avec le «*recentrage*» de la CFDT autour du «*rapport Moreau*», d'une politique de ramasse-miettes, que ce soit au tapis vert ou au niveau des revendications à mettre en avant. Mais cette politique ne fait guère l'unanimité au sein de la CFDT, comme on a pu le constater lors du meeting du 6 septembre. C'est là une des raisons qui ont poussé Edmond Maire à accepter de rencontrer Georges Ségué.

Rester dans un froid isolement, voilà qui n'est guère tenable pour les dirigeants CFDT. Sur le terrain, les luttes d'avant l'été ont fait la démonstration que les travailleurs en avaient assez des divisions syndicales. On l'a vu aux Arsenaux, on l'a vu à Renault, et cette exigence n'a pas diminué, dans les luttes qui se mènent depuis la rentrée.

De son côté, la direction CGT n'a rien à perdre à proposer l'unité au sommet, c'est sa politique constante. Elle espère ainsi faire pression sur son partenaire, et l'amener sur ses positions. C'est pourquoi dans la période, les deux confédérations ont intérêt à maintenir le contact, même si cela débouche sur peu de choses. Edmond Maire y est d'autant plus prêt que, comme il l'a dit, la CGT n'a

pas beaucoup de perspectives, après la fin peu glorieuse du Programme commun, et que dans ce contexte, une certaine unité n'est pas vraiment de nature à appuyer d'une façon importante les objectifs du PCF, comme c'était le cas avant les élections.

En tout état de cause, et quels que soient les avatars des prochaines rencontres, il n'y a pas grand chose à attendre. C'est donc bien sur le terrain des luttes qu'il s'agit prioritairement de se battre pour l'unité syndicale, non pas sur les bases d'intérêts de boutiques, mais sur celles des intérêts des travailleurs.

Un exemple : Comment peuvent-ils y trouver leur compte, les milliers de chômeurs de Marseille, quand ils voient l'UD-CFDT des Bouches du Rhône parachuter une journée ville morte (proposition amenée en sous-main par le PS) qui ne vise qu'à faire pièce de la journée d'action proposée par la CGT ? Mais aussi, quel intérêt ont-ils à participer au ballet politiciard du PCF et de la CGT qui essaient de se sortir du piège que leur tend Defferre avec son nouveau plan ?

C'est sur le terrain que les travailleurs forgent l'unité d'action, que ce soit dans l'élaboration des revendications ou des formes d'action. Populariser ces luttes, œuvrer à leur rassemblement sur la base de ce qu'elles sont, et non pas en fonction d'intérêts partisans plaqués, c'est ainsi que nous ferons échec à la politique d'austérité du gouvernement en cette rentrée.

Monique CHERAN

Terrin (Marseille)

## LA SAM ET SUD MARINE OCCUPÉES

Dans la matinée de mardi de 9 à 11 heures, s'est tenue comme prévu à Marseille, la table ronde sur «*l'avenir du groupe Terrin*» convoquée par Defferre.

Qu'est-il ressorti de cette réunion à laquelle participaient outre le maire PS de Marseille, les syndicats de Terrin, l'UD CFDT de Marseille (non représentée dans le groupe de réparation navale) et le préfet ?

Pas grand chose de très neuf depuis l'annonce des plans Defferre et Fournier, qui comme on le sait, se ressemblent comme deux gouttes d'eau : licenciements, flou sur le statut des travailleurs de la réparation navale...

Qu'en on juge : selon la CFDT, le préfet, pour toute proposition «*nouvelle*» s'est contenté de rappeler qu'il n'était «*que le représentant du pouvoir et qu'il*

*ne pouvait rien faire de plus*» rappelant en outre au passage, «*qu'il avait conscience du chômage*» et autres litanies habituelles.

Il est par contre un autre point où le même préfet a été plus précis : il s'agit du cas des travailleurs des sociétés SAM et Sud Marine. On sait que le tribunal de commerce de Marseille a autorisé le vendredi 15 septembre, en toute hâte certains groupes à exploiter en gérance libre ces deux sociétés que le premier plan Fournier délaissait. Cette mesure, les travailleurs de la SAM et de Sud Marine l'ont refusée : alors qu'ils devaient reprendre le travail lundi matin, sous la direction du groupe IMREP, ils ont au contraire décidé d'occuper leurs locaux de travail, re-

fusant des «*reprises*» qui ne doivent durer que le temps de deux à trois mois, refusant ce qui n'est autre que des mesures de division des travailleurs. Selon la CFDT, le préfet a laissé entendre implicitement lors de la réunion, qu'une «*solution*» éventuelle était difficilement envisageable si l'occupation continuait.

Bref, le pouvoir persiste à vouloir faire accepter une «*solution*» société par société, pour mieux diviser les travailleurs de Terrin. Une nouvelle réunion avait lieu le mardi après-midi, non terminée encore à 19 heures. Les travailleurs de la SAM et de Sud Marine continuaient mardi soir leur occupation.



téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76



Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

## INTERVENTION POLICIERE CONTRE LE FOYER CALEDONIEN

Mardi matin, la police a fait évacuer le Foyer Calédonien, rue de l'École à Paris. Depuis près de deux ans, les résidents géraient eux-mêmes les locaux après avoir fait cesser les méthodes racistes qui y régnaient. En septembre 1977, le tribunal des référés ordonnait l'expulsion et récemment l'assemblée territoriale de Nouvelle Calédonie décidait la fermeture du foyer. Celui-ci rendait de nombreux services notamment aux militaires du contingent de Nouvelle-Calédonie en permission.

Le jour même de cette intervention, les syndicats de police convoqués au comité technique paritaire

de la police nationale, ont refusé de discuter des projets à l'ordre du jour (cf QDP d'hier). Les dossiers ont été confiés à des groupes de travail chargés de les étudier en détail. Les syndicats de policiers ont annoncé leur volonté d'obtenir un débat parlementaire sur la violence et la création d'une commission institutionnelle chargée de tous les problèmes de la sécurité. Jugeant qu'ils ne peuvent faire leur travail dans de «bonnes conditions», ils voudraient aussi que le budget du ministère de l'Intérieur soit modifié en tenant compte des «besoins réels et urgents»...

## Pas de rentrée dans les lycées à Besançon

Pour la première fois depuis plus de dix ans, les professeurs n'ont pas assuré la rentrée au lycée Victor Hugo. Ils ont des revendications précises : refus de prendre des classes surchargées. En effet, toutes les classes font 35 élèves et plus, parfois 37. La situation étant la même dans les autres lycées de la ville. «On bourre les classes et on vide les profs». Plus de 200 maîtres auxiliaires non réembauchés : c'est la situation concrète à Besançon. Jeudi dernier une manifestation a eu lieu devant le rectorat pour demander l'embauche de maîtres auxiliaires.

Vendredi et samedi, la rentrée n'a pas été assurée au lycée Victor Hugo, une manifestation exigeait d'être reçue au rectorat en demandant au minimum la création de 2 nouvelles classes de seconde. Le rectorat faisait la sourde oreille, mais lundi matin, le mouvement s'est étendu aux 3 lycées : Victor Hugo, Pasteur et le lycée de Palente.

Nouvelle manifestation en ville et devant le rectorat. Les lycéens commencent à se mobiliser eux aussi. Ce mardi matin, ils étaient plusieurs centaines à participer à une manifestation dans les rues de la ville et à nouveau devant le rectorat et même en haut de la citadelle où siège FR 3. En effet, lundi soir, l'émission régionale de télévision refusait de donner la parole aux grévistes et la donnait largement au recteur pour expliquer que la situation est normale à part certains professeurs qui refusaient de prendre des élèves pour protester contre les effectifs alors qu'ils ne savaient même pas combien ils en auraient. La détermination des professeurs est grande. Beaucoup font la grève pour la première fois. Ce que redoute le plus l'administration c'est que l'unité se développe entre professeurs, élèves et parents. Quoi qu'en dise le rectorat, la rentrée n'a pas été normale à Besançon !

Corres. Besançon

## Témoignage

# Charmantes PME

L'atelier donne directement sur une ruelle d'un arrondissement encore populaire de Paris. La porte est ouverte, un groupe d'ouvriers s'affaire autour d'un établi. Je présente la carte de l'ANPE. Un jeune en blue jean et tee shirt se détache du groupe et m'entraîne dans l'aquarium du fond de l'atelier. «Qu'avez-vous fait avant ?» Sans presque attendre la réponse, il m'explique la production. «Nous n'avons presque pas de concurrents en France»; il tire de la bibliothèque un classeur dans lequel sont collés différents modèles de fauteuils. «Nous faisons presque tout nous mêmes sauf le

cintrage. Là haut il y a Raymond le sellier qui s'occupe des garnitures, la peinture aussi nous la faisons faire à l'extérieur. Nous sommes deux frères, nous avons racheté l'entreprise de mon père. On est une dizaine. On ne veut pas être plus nombreux parce qu'à plus de dix c'est tout de suite les embêtements». Notre conversation est interrompue par le téléphone : il discute avec un ami. Celui-ci lui demande conseil sur l'achat d'une grosse voiture. Il abrège la conversation : «Rappelle moi plus tard, j'ai quelqu'un dans le bureau». En caressant son petit chien ratier il me demande : «Qu'est ce je

## Affaire de Broglie

# IL N'Y AURA PAS DE WATERGATE FRANÇAIS

●Vingt et un mois d'enquête d'un juge réputé pour son efficacité, un dossier de trois mille pièces, des «révélations» aussi creuses que ronflantes, tel est le bilan apparent de l'affaire de Broglie, dont le juge Floch a fini l'instruction. Les avocats du policier véreux Simoné ont tenté de faire rouvrir le dossier lors de la dernière audition de leur client, mais il semble que ce soit en pure perte. Ce qui aurait pu être le plus grand scandale politique français depuis l'enlèvement de Medhi Ben Barka et sa livraison à Oukfir est en train de s'enfoncer complètement dans la vase.

Le 24 décembre 76, Jean de Broglie, ancien négociateur des accords d'Évian, ancien ministre du général de Gaulle, ami de Giscard d'Estaing et des milieux dirigeants de certains pays du Maghreb était abattu devant le 2 de la rue des Dardanelles, à la sortie d'un immeuble où ses «conseillers» de Varga et de Ribemont avaient leurs bureaux. Cinq jours après, Poniatovski déclarait lors d'une conférence de presse aux côtés d'un commissaire Ottavio bien mal à l'aise, que l'enquête était close et les instigateurs sur le point d'être confondus. L'Aurore commentait à l'époque : «A aucun moment l'on a donné l'impression que l'on voulait étouffer l'affaire...» La version élaborée précipitamment au ministère de l'Intérieur était fondée sur une affaire de (très) gros sous : de Broglie avait prêté 400 millions à ses deux conseillers financiers, pour l'achat d'un restaurant, La Reine Pédaque. Le meur-

tre leur aurait permis d'éponger la dette. Très vite la thèse ministérielle s'effritait : Varga et Ribemont restaient débiteurs vis-à-vis de la famille de l'ancien ministre qui, de surcroît s'appropriait à leur prêter une nouvelle somme importante.

Deux mois après le meurtre, on en était là. Aujourd'hui aussi. De nombreux noms ont été cités, de nombreuses pistes avancées. Mais aucune d'entre elles n'a abouti. Citons pour mémoire :

— La deuxième section des renseignements généraux à laquelle le policier Simoné, recruteur du tueur, collaborait épisodiquement, avait eu vent d'un «coup» et des policiers étaient à proximité des lieux.

— Un homme d'affaires allemand, un certain Otto Von Schweiger fut entendu par la police judiciaire peu de temps après le crime. On n'a jamais parlé de lui.

Jean de Broglie avait

fondé une société financière au Luxembourg, la SODETEX. Charles Bignon, député RPR faisait partie des administrateurs, sans en avoir été informé selon lui. Cette société était en relation étroite avec la société espagnole MATESA, cause d'un important scandale politico-financier dans ce pays, où était impliqué l'Opus Déi. La MATESA était elle-même en relation avec la Banque des intérêts français alors dirigée par Edmond Giscard d'Estaing, père du président. Selon plusieurs informations, non vérifiées jusqu'à présent, elle servait de couverture à une importante opération de blanchissement d'argent issu du trafic de drogue et d'armes (livrées aux phalangistes libanais, en particulier).

De Broglie s'était défilé des actions de La Reine Pédaque (remises en échange du prêt de 400 millions) au profit de la banque Demachy (groupe Wendel). Il aurait eu comme garantie de la part de Varga une somme équivalente sous forme de faux titres des Charbonnages, garantis par l'État. Des hommes du «gang des lyonnais» auraient été chargés de l'écoulement sans risque de ces bons, sur le point d'être compromis par de Broglie.

Se fondant sur l'incomplétude du dossier, les

avocats de Simoné ont déposé sur le bureau du juge Floch une longue liste de demandes d'enquête. Plusieurs d'entre elles portent sur l'ex-parti des Républicains indépendants. Sentant l'échéance du procès approcher, l'ancien spécialiste des photos compromettantes a-t-il l'intention de «mouiller» certains de ses commanditaires bien qu'il affirme n'avoir été en relation qu'avec Varga ?

Quand bien même ce serait le cas, il est peu probable que ses révélations remontent bien haut. La chappe est retombée sur l'affaire de Broglie. L'actualité s'en ressaisira lors du procès d'assises qui devrait se tenir prochainement. En l'absence d'un supplément d'enquête, on voit mal comment celui-ci pourrait apporter des éléments nouveaux, l'inculpé le mieux informé, Pierre Varga, se tenant au rôle qu'il a choisi dès le début.

La pourriture qui caractérise les fondements mêmes de la «démocratie française» a failli déborder à l'occasion de «l'affaire». La brèche a été vite colmatée au prix de la mise à l'écart du plus proche confident de Giscard d'Estaing. Lequel n'a d'ailleurs jamais été interrogé par le juge Floch.

Eric BREHAT

# NUAGE TOXIQUE A GÈNES

## Trois morts, des dizaines d'hospitalisés

Un nuage de gaz toxique s'est répandu mardi après-midi sur plusieurs quartiers de Gênes, provoquant la mort de trois personnes et l'hospitalisation de dizaines d'autres pour des lésions du larynx, du

pharynx et de l'œsophage.

Cette très grave intoxication industrielle, la quatrième en deux ans en Italie après Seveso, Trente et Manfredonia, provenait de la peausserie Boccardo, située en plein centre

de la ville. Il s'agit de la seconde entreprise italienne dans cette branche. Un camion-citerne a déversé 25 tonnes de sulfate de chrome dans un bassin qui contenait de l'hydrosulfate de sodium ; la réaction chimique a libéré un énorme nuage d'hydrogène sulfureux.

Deux hommes et une femme qui travaillaient à proximité ont été mortellement intoxiqués. Quatre autres, dans un état grave, ont été placés en soins intensifs. Sur la centaine d'ouvriers présents à ce moment-là, la plupart ont reçu des soins à l'hôpital San Martino, et une dizaine y restent pour observation.

Le nuage a rapidement gagné des quartiers habités. Des centaines d'habitants ont été victimes de nausées ou de maux de tête, de nombreux autres toussaient et avaient les yeux en larmes.

Pendant plusieurs heures le quartier entourant la tannerie a été isolé par les autorités de la ville. Dans la soirée, le vent a dissipé en partie le nuage toxique. Pendant ce temps, le personnel de l'hôpital San

Martino, qui était en grève a suspendu son mouvement pour secourir les victimes de la pollution.

Jugé responsable d'homicide par négligence, le chauffeur du camion-citerne a été arrêté, ainsi qu'un autre employé qui a participé aux opérations de déchargement. Selon le chauffeur, ce n'était pas la première fois qu'il venait décharger du sulfate de chrome dans le bassin : mardi, il a procédé comme à l'habitude. Mais le bassin ne contenait pas le même produit. Le chauffeur a affirmé ne pas avoir été mis au courant de cette modification.

La pollution de Gênes survient deux ans à peine après la catastrophe de Seveso et un an après celle de Trente, où des centaines de personnes avaient été intoxiquées par l'explosion de deux cents barils d'hydrate de soude. En octobre 1976, une autre usine encore avait répandu des tonnes de poudre d'arsenic, à Manfredonia sur la côte adriatique : 56 personnes avaient été hospitalisées et il avait fallu nettoyer la ville et la plage.

# «Rien ne peut se faire sans le peuple sahraoui»

## INTERVIEW DU REPRÉSENTANT DU FRONT POLISARIO

● Mahmoud Abdel Fattah, représentant du Front Polisario en Europe a donné récemment une interview sur les derniers développements de la question du Sahara et de la lutte du peuple sahraoui à *Sahara Info*, journal de l'Association des Amis de la R.A.S.D. Nous en publions de larges extraits.

*Sahara Info* «Amis de la RASD»  
B.P. 236 75 624 Paris  
Cedex 06

**Sahara Info :** Pouvez-vous nous dire comment le Front Polisario analyse le coup d'Etat survenu en Mauritanie ?

**Front Polisario :** Je crois qu'il faut d'abord situer le coup d'Etat dans le contexte de la région. Ce coup d'Etat est une des conséquences de la guerre d'agression qui est menée contre le peuple sahraoui par les régimes marocain et mauritanien. Cette guerre a beaucoup de répercussions sur le Maroc et sur la Mauritanie.

Au Maroc, la situation est des plus déplorables ; au niveau économique, les problèmes sont multiples : le Maroc est obligé de faire marche arrière en ce qui concerne ses projets, les matières de première nécessité sont presque inexistantes, sans oublier la cherté de la vie... Mais il y a aussi les problèmes politiques et psychologiques que cela crée.

En ce qui concerne la Mauritanie, c'est la même chose, mais en plus accentué ; il y a des problèmes au niveau économique, politique et au niveau de l'unité nationale. La Mauritanie est réellement mise en cause par les présences des forces étrangères sur son territoire et tout particulièrement des forces marocaines qui ont toujours à l'esprit les vieilles thèses de l'expansionnisme, de l'occupation et de l'annexion de la Mauritanie tout entière.

Le coup d'Etat est donc tout à fait logique car il s'agit d'une réaction à la situation qui existe en Mauritanie. Mais nous pensons qu'aucun redressement ne peut être envisagé en Mauritanie si une solution destinée à arrêter la guerre

qui a été commencée par le régime d'Ould Dadah n'est pas trouvée. Par ailleurs, il est impossible d'avoir la stabilité dans la région sans mettre un terme à l'expansionnisme marocain car la présence des troupes marocaines en Mauritanie est une source de conflit. C'est la présence de ces troupes qui posera plus tard de véritables problèmes à la Mauritanie.

**Sahara Info :** Y a-t-il actuellement encore des forces marocaines dans le Rio de Oro ou bien se sont-elles retirées ?

**Front Polisario :** On parle officiellement de 9 000 soldats marocains, mais en réalité il y en a plus de 12 000 en Mauritanie et dans le sud du Sahara. En Mauritanie, ces forces se trouvent à Ain Bentli, à Bir Moghrin, à Zouerate, à Nouadhibou, à Akjout et même à Nouakchott, sans oublier les experts militaires qui se trouvent dans les centres d'instruction de Rosso et un peu partout dans les unités éparpillées à travers le pays. Ce n'est pas seulement une présence de 12 000 hommes, mais c'est aussi un matériel sophistiqué, ultra-moderne, de blindés, de tanks, d'avions, de F 5 et aussi d'experts.

Cette présence est également importante dans le Rio de Oro, à Dakhla, à Argoub, même au sud, à Tichla et à la Guera. Il y a des troupes marocaines qui sont encore présentes sur le territoire sahraoui, et en très grand nombre. En réalité, la présence mauritanienne dans cette région n'est que symbolique et le gros des troupes sont marocaines.

Compte tenu du changement qui s'est opéré en Mauritanie il faut rappeler que le peuple sahraoui ne fait pas la guerre pour la guerre : il fait la guerre pour avoir sa liberté et son indépendance et pour vivre en bonne intelligence et en paix avec tous les voisins. A partir du moment où les nouveaux dirigeants mauritaniens ont montré une certaine volonté de paix, nous avons déclaré un cessez-le-feu unilatéral en territoire mauritanien, comme acte de bonne volonté, et pour ne pas augmenter la tension dans cette région. Nous maintenons pour le moment ce cessez-le-feu, malgré le fait que nous

n'avons pas encore reçu de réponse satisfaisante à notre appel. Je dirai même que le seul à avoir fait quelque chose de concret pour favoriser la paix, c'est le Front Polisario. Et ceci au moment où la situation est marquée par l'intransigeance du Maroc dont il ne faut pas oublier qu'elle ne vise pas seulement le Sahara, mais aussi la Mauritanie et les autres pays de la région qui sont les cibles de l'expansionnisme marocain.

**Sahara Info :** Il y a eu plusieurs démarches de la part du président Giscard d'Estaing qui a rencontré les envoyés des chefs d'Etat mauritanien, algérien, marocain et libyen, ainsi que le président Houphouët-Boigny. Comment appréciez-vous cette situation ?

**Front Polisario :** Je voudrais

tout d'abord dire que nous souhaitons que la France précise sa position en ce qui concerne le problème du Sahara. Nous n'avons aucune haine contre quiconque et nous sommes disposés à respecter tous les Etats du monde, mais nous voulons qu'en échange on nous respecte. Je voudrais signaler que les avions français sont toujours présents sur le terrain, qu'ils continuent leurs vols de reconnaissance dans l'espace aérien de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Je voudrais dire aussi qu'aucune tentative de solution n'engage le peuple sahraoui que s'il en est saisi et qu'aucune solution ne peut se faire sans le consentement du peuple sahraoui et du Front Polisario.

(...) A Khartoum il a été réaffirmé que le problème du Sahara Occidental était un problème de

décolonisation. Il ne doit être vu que sous cet angle et seules les organisations internationales sont fondamentalement concernées. Il y a un processus de décolonisation clairement défini par la communauté internationale et par l'Organisation des Nations Unies. Ce processus de décolonisation a été transformé en agression. Ce qu'il faut maintenant c'est le retour à la légalité internationale. Rien ne peut être pris comme alibi pour démobiliser et pour dessaisir ces organisations internationales qui demeurent le cadre le plus adéquat à la solution du problème.

Mais je pense aussi que l'entrave à la paix dans la région, c'est l'expansionnisme marocain et son intransigeance. Nous sommes convaincus que le peuple mauritanien veut réellement la paix, et nous sommes convaincus aussi qu'aucun redressement ne peut se faire en Mauritanie sans la paix. Mais il ne faut pas oublier — je me répète un peu mais c'est nécessaire — que la présence des forces armées marocaines est une source de déstabilisation et que les peuples de la région en ont assez de l'expansionnisme marocain. Le roi du Maroc ne cesse de répéter qu'il n'acceptera pas de régime idéologiquement différent de lui au sud de ses frontières. Nous lui répondons que si son idéologie est l'expansionnisme et le colonialisme, il peut être assuré que le peuple sahraoui est différent de lui. (...)

**Sahara Info :** En France, dans plusieurs journaux, on avance l'idée d'un mini-Etat sahraoui qui serait uniquement la portion du territoire occupé par la Mauritanie. On a même parlé d'une fédération avec la Mauritanie. Pouvez-vous nous préciser la position du Front Polisario ?

**Front Polisario :** Je voudrais tout d'abord dire que le peuple sahraoui lutte pour la libération totale de son pays, et je crois qu'il est impossible de concevoir qu'un peuple accepte qu'on lui ampute une partie de son territoire. Nous luttons pour la libération totale de notre pays. Pour nous, de la Guera (extrême sud) à Ta (extrême nord) c'est un même peuple et un même territoire.



### Appel pour le Nicaragua

Depuis quelques jours, le Nicaragua, patrie de Sandino, le «Général des hommes libres» assassiné voici 44 ans par le père de Anastasio Somoza, s'est dressé tout entier contre la dictature. Hommes, femmes et enfants ont pris les armes pour renverser le tyran. Les combats se poursuivent de quartiers en quartiers dans les villes insurgées.

C'est la révolte contre le clan Somoza installé au pouvoir par les Etats-Unis. C'est l'affrontement contre une poignée de privilégiés. C'est la lutte pour la liberté, la justice et la démocratie. Le destin de milliers de nicaraguayens se joue aujourd'hui et au-delà, celui de tous les peuples opprimés du continent.

A Paris, les comités de soutien des pays latino-américains réunis en assemblée générale ce jeudi 14 septembre, se déclarent unanimement en «état d'alerte». Ils décident de porter tous leurs efforts pour venir en aide au peuple du Nicaragua.

Dans la lutte historique entre la démocratie et la dictature, le peuple français a toujours choisi du côté de la liberté.

Nous, latino-américains résidant en France, vous appelons à prendre parti pour le Nicaragua contre Somoza. Partis politiques, organisations syndicales et démocratiques, Françaises et Français, la solidarité est nécessaire, la victoire est possible. Nous avons besoin de vos idées, de vos efforts. Mais aussi de votre soutien financier.

VIVA NICARAGUA LIBRE!!!

Pour tous contacts : permanence tous les jours à partir du 18 septembre de 19 heures à 21 heures au 67 rue du théâtre 15<sup>e</sup>

Chèque bancaire à l'ordre de Michel Griffon (9 rue des CHAUFFOURNIERS 75 019 Paris).  
Compte BNP 84-452

Paris, le 14 septembre 1978

### Nicaragua : intervention étrangère

## NOUVELLE OFFENSIVE DE LA GUERRILLA AU SUD

Après la reprise de la seconde ville du pays, Leon, des combats entre la garde nationale de Somoza et les combattants du Front sandiniste largement soutenus par la population, se poursuivraient notamment à Estelí, dont l'accès est interdit aux journalistes, et à Chinandega.

Le succès relatif de la contre-offensive du dictateur Somoza est largement dû aux méthodes barbares employées : bombardement systématique des quartiers populaires, en particulier, à Leon, Somoza n'a pu reprendre le contrôle de la ville que grâce à l'intervention de l'aviation ; mais les sandinistes ont pu se retirer de la ville dans la montagne avant l'assaut final donné par la «garde nationale».

De plus Somoza, après avoir rappelé les réservistes

et lancé sans grand succès un appel «à tous les somozistes», a continué à faire intervenir des mercenaires. On se souvient que dès le début de l'insurrection, un mercenaire professionnel américain avait, dans une interview, avoué qu'il était là pour planifier la contre-guerilla. Il était mort peu de temps après, son avion étant abattu. Cette fois, l'intervention étrangère se précise : une centaine de «soldats d'élite» étrangers sont débarqués à Managua venant de Panama. Leur nationalité n'a pas été précisée. C'est à Panama que les Etats-Unis ont mis sur pied un centre d'entraînement pour la lutte anti-guerilla dans toute l'Amérique latine. Ainsi, tout en encourageant d'une main certaines combinaisons politiques, de l'autre, ils envoient des groupes de

mercenaires pour sauver Somoza.

Alors que le dictateur reprenait au début de cette semaine le contrôle d'une partie du Nord, une nouvelle offensive des guerille-

ros sandinistes est partie du Sud. Après avoir neutralisé le poste de Pena Blanca à la frontière avec le Costa-Rica, plusieurs détachements du Front de Libération ont convergé vers le Nord.

### Soirée de solidarité avec le Nicaragua

Jeudi 21 septembre à 20 h  
25, rue Cabanis  
75 014 Paris. M<sup>o</sup> Glacière

INFORMATION  
SUR LA SITUATION AU NICARAGUA  
AVEC LA PARTICIPATION D'UN MEMBRE  
DU FRONT SANDINISTE  
DE LIBÉRATION NATIONALE (FSLN)

Comité de solidarité  
avec le peuple du Nicaragua  
67 rue du Théâtre  
75 015 Paris



## IRAN

«Khomeiny c'est l'expression de l'unité populaire... Le peuple est prêt à accepter les conséquences d'une lutte armée... Mais personne ne veut accepter des armes des Russes...» :

# «NOUS SOMMES EN GUERRE CONTRE LE SHAH»

Le point de vue de Abol-Hassan Banisadr, économiste iranien, membre du Comité de défense des droits de l'homme (3) en Iran, militant du mouvement religieux.

• *Abol-Hassan Banisadr, contraint à l'exil, est resté en contact permanent avec son peuple. Avec d'autres militants iraniens, il maintient des relations presque journalières avec la lutte en Iran. De ce fait, son point de vue s'appuie sur une connaissance régulière des développements de la situation dans son pays.*

▷ — Que représente Khomeiny en Iran ?

— Khomeiny, c'est l'expression de l'unité populaire, non parce qu'il est un chef religieux, ou parce qu'il représente une tendance plus radicale, qu'une autre mais, parce que le peuple a besoin d'une unité d'action pour se libérer de ce régime. Khomeiny s'est prononcé pour cette unité, et personne ne craint qu'un compromis ne voie le jour entre lui et le pouvoir, le peuple l'a choisi sur ce critère. Le peuple s'est assuré que le compromis entre Khomeiny et le pouvoir était impossible, il s'oppose au régime à travers l'Ayatollah. Telle est la signification sociologique de Khomeiny dans l'Iran d'aujourd'hui.

▷ — Quels sont les facteurs qui ont fait de Khomeiny un tel symbole ?

— Au début, Khomeiny parlait de trois choses : l'impérialisme américain et les autres impérialismes sont un danger pour le pays, Israël est un danger pour l'ensemble du monde musulman, y compris l'Iran (en tant que pouvoir militaire au service des intérêts impérialistes) et il parlait du régime du Shah qui avait permis le développement de ces deux dangers. En 1961, vers la fin du gouvernement Amini, le Shah a envoyé une mission auprès de Khomeiny en lui disant qu'il était libre de dire ce qu'il voulait mais qu'il devait éviter de parler de ces sujets (l'impérialisme et Israël). Au début de la «révolution blanche» du Shah, Khomeiny ne s'est pas opposé à la réforme agraire, il ne voulait pas rentrer dans un débat, pour ou contre. Il y avait alors une propagande intense des Etats-Unis qui faisaient de cette réforme agraire, qui allait détruire notre pays, une «solution miracle», pour sauver la société. Peut-être s'était-il persuadé que c'était bon pour les paysans. Il en a parlé dernièrement, se référant aux analyses faites sur l'économie et l'agriculture iraniennes, il a parlé de la destruction de l'agriculture et a cherché à communiquer par ses discours avec le monde paysan pour lui expliquer l'origine de la destruction de son activité économique. Il a continué à parler de ces trois sujets (impérialisme, Israël et la réforme agraire) avec une grande continuité politique. Par sa manière décisive de faire ressortir les principales questions qui se posent au peuple, par son action et sa détermination, il est devenu le porte-parole et même plus, le symbole du peuple. Khomeiny

rapproche tout un peuple, tout le monde se reconnaît en lui.

▷ — En quoi consiste l'action de Khomeiny ?

— Cela fait 50 ans qu'il enseigne, il ne se contente pas de faire des communiqués, c'est un enseignant. Les conditions pour devenir chef religieux, c'est d'être plus savant que les autres et c'est d'être choisi par le peuple. Ça n'est pas comme en occident, il n'y a pas de conclave. La religion chiite évite toute concentration de pouvoir. Un ayatollah ne peut pas suivre l'autre, il doit agir selon son propre jugement. Khomeiny avait dès sa jeunesse l'idée d'un changement profond en Iran. Il a formé une génération de religieux qui ne veulent pas de réformes, mais une transformation radicale de la société.

Quand Khomeiny a lancé son appel à la grève générale, tout le pays était informé rapidement grâce aux liens et à l'organisation spontanée qui s'est développée autour du mouvement religieux. Sans hiérarchie, chaque membre de la communauté se sent responsable de communiquer aux autres l'appel de Khomeiny. L'Ayatollah parle de tous les problèmes dans ses discours : de la pauvreté, des bidonvilles du sud de Téhéran etc. (Quant au Nord de la ville, plus riche, il consomme 35 % du produit national brut du pays, avec seulement un million d'habitants). Khomeiny est près du peuple et des pauvres. Il connaît bien la situation par les rapports qui lui parviennent, et tout le monde se fait un devoir de le tenir au courant.

▷ — Depuis quand Khomeiny a-t-il acquis cette valeur de symbole en Iran ?

— Depuis 15 ans, c'était fin 1962, début 1963, lorsque Johnson qui était vice-président des USA, à l'époque, était venu à Téhéran pour proposer au Shah ses plans sur la «révolution blanche». Lorsque le régime a commencé à parler de cette réforme et à prendre des dispositions, les religieux de Qom s'y sont opposés. Khomeiny a posé le problème dans le contexte de l'impérialisme. Il a agi de façon à mobiliser le peuple, qui ne le connaissait pas auparavant. En 1963, il a fait son grand discours à la mosquée de Qom réclamant le départ du Shah. Jusqu'à cette date, même l'opposition reconnaissait la «nécessité» de garder le Shah évoquant le chaos si celui-ci partait. Pour la première fois depuis 3 siècles, un chef religieux posait comme condition à la survie du pays, le départ de la dynastie Pahlavie. Il a déclaré que le Shah était contre les enseignements de l'Islam. Le Shah a perdu à ce moment toute base populaire. Le Coran dit que lorsque les rois entrent dans un pays, ils le corrompent et mettent le peuple sous leur domination, il est dit à la fin du verset : «Tous les rois font ainsi». Kho-

meiny a ressorti ce verset du Coran et a dit que le Shah détruisait le peuple.

Idéologiquement, Khomeiny a préparé le peuple à ce refus général dont vous êtes témoins aujourd'hui.

▷ — Khomeiny a lié la lutte contre le Shah à la lutte contre l'impérialisme ?

— Certains, dans le mouvement récent, ont prétendu qu'il fallait donner la primauté à la lutte contre l'autoritarisme du régime par rapport à la lutte pour l'indépendance. Ceci traduit une certaine ambiguïté dans la compréhension des rapports entre la dépendance et le despotisme du Shah. Certains pensaient que tactiquement, il serait bon de négliger pour le moment le lien de domination des Etats-Unis sur le peuple. Mais, grâce aux analyses faites, aux discussions, grâce aux discours, aux communiqués de l'ayatollah Khomeiny, personne ne croit plus à la primauté de la lutte contre le Shah sur celle pour l'indépendance. On sait que les deux choses sont liées.

▷ — La présence de Khomeiny en Irak est-elle due à une tolérance particulière du régime irakien ?

— La majorité du peuple irakien est musulmane chiite. Khomeiny se trouve dans la ville de Nadjab qui est le plus ancien et le plus important centre religieux chiite. Cette ville était située loin du pouvoir politique de manière à conserver à la religion son autonomie, de nombreux pèlerinages y étaient organisés.

Les choses ne se posent pas en terme de tolérance. Mais au contraire, on peut dire qu'il y a une pression du régime irakien sur Khomeiny. Le régime irakien a vidé Nadjab des étudiants étrangers qui y venaient, surtout des iraniens. Nadjab était une grande université qui recevait des étudiants iraniens, afghans, pakistanais. Le régime irakien collabore avec celui du Shah, il a extradé un individu qui s'était rendu aux autorités irakiennes en prétendant être l'auteur de l'incendie du cinéma Rex à Abadan. Personne ne peut croire qu'on puisse sortir de son pays pour aller avouer un crime aux autorités irakiennes. Ceci était une manœuvre servant à disculper la responsabilité du Shah dans l'incendie d'Abadan.

▷ — Khomeiny et le mouvement religieux parlent de guerre sainte. Qu'entendez-vous par là ? Envisagez-vous une lutte armée ?

— En tenant compte de la réalité du pays, si on analyse cette lutte dans l'histoire de l'Iran moderne, un exemple concret vient à l'esprit, c'est celui de la lutte contre l'agression russe. On avait demandé aux musulmans de participer à la défense de la patrie menacée; c'était la «guerre sainte». Pour résoudre des diver-

gences au sein de la communauté, on ne peut pas se servir de cette méthode, mais c'est différent s'il s'agit de s'opposer à un tyran ou un régime autoritaire, absolutiste qui a enlevé tout moyen de résistance à son peuple. A Chiraz, dernièrement, l'Ayatollah Alati a déclaré dans un discours : on a tout fait avant d'avoir recours à la lutte armée, on a critiqué, on a proposé des solutions, on a fait grève, on a manifesté sans résultats. Il ne reste que la lutte armée en dernier recours.

Même si la situation est bloquée et qu'on ne peut pas en sortir sans la lutte armée, il faut en mesurer toutes les conséquences. Si les dirigeants religieux ont donné un mot d'ordre clair et net sur la lutte armée, c'est qu'ils s'y sont résolus après avoir examiné la situation. Aujourd'hui les discours religieux encouragent la lutte armée, en parlant du moudjahid (du combattant), en faisant l'éloge des martyrs qui sont tombés et en appelant à utiliser la violence révolutionnaire contre la violence du pouvoir établi. Khomeiny dans son discours d'appel à la grève générale, a fait référence aux martyrs de la guerre entre Ali (le premier membre des chiites) et Mohabié (le premier kalif ahanite) ce dernier étant l'opresseur et Ali un leader juste qui s'opposait à lui par les armes. Khomeiny s'adressant au peuple a dit : «Vos martyrs sont comme les martyrs qui ont lutté aux côtés d'Ali». Les Iraniens aujourd'hui n'ont pas peur de mourir. Si le régime cède et il ne peut que céder; c'est parce que l'idée de la lutte armée (la première forme de cette lutte armée) est présente dans le peuple.

▷ — Le peuple est-il préparé à la lutte armée ?

— Oui, aujourd'hui, c'est tout à fait différent d'il y a quinze ans, le peuple est prêt à passer à l'action et à accepter les conséquences d'une lutte armée. On a vu comment le peuple n'a pas bougé devant les balles, avec quel courage, il a résisté au massacre. Les gens sont passés à l'action, dans les limites de leurs possibilités. Certains se sont emparés de couteaux pour aller se battre. C'est cette détermination qui brise la volonté du pouvoir. Avant Khomeiny il y avait un gouffre entre l'esprit et la matière, une séparation totale. L'homme d'esprit était passif tandis que l'homme d'aujourd'hui cherche à agir. Ceci est sans précédent. En trois siècles, on ne trame pas un tel état d'esprit. Il n'y a qu'au début du 15<sup>e</sup> siècle, où il y a eu un mouvement égalitariste qui a lutté contre l'agression extérieure des Mongols et le régime imposé par eux. De nouveau, le peuple a renoncé avec cet état d'esprit selon lequel mourir a plus de valeur que vivre sous un régime d'oppression.

Nous sommes en guerre, mais

ce qui manque ce sont les armes, à cause de l'isolement du pays. Et personne ne veut accepter des armes des Russes, on ne veut pas se débarrasser des USA pour dépendre de l'URSS, nous sommes entre deux forces et si aujourd'hui, les Iraniens ont la haine des Etats-Unis, parce que ceux-ci sont à l'origine de leurs malheurs, ils ont en un sens, encore plus peur de l'autre puissance. Ils savent que les puissants du monde ne donnent les armes à aucun peuple, à aucune nation qui demande une véritable indépendance.

Le peuple, je pense, est favorable aujourd'hui à la lutte armée. Mais au lieu de s'adresser à l'extérieur pour obtenir des armes, il a préféré la guerre d'usure, c'est-à-dire essayer d'attaquer progressivement pour encourager le soulèvement populaire dans l'armée, qui est une société à part, fermée. Pour sauver son régime, le Shah a pratiqué une politique très habile et très subtile, dénoncée par Khomeiny, dans l'armée iranienne. Il y avait une coupure : la religion ne pénétrait pas dans l'armée. Or, la religion représentait l'idéologie du peuple, et l'armée l'idéologie du pouvoir. Le fait qu'un chef religieux essaie de pénétrer l'armée, cela a eu des répercussions sur la lutte populaire. Ce qu'on voit c'est que s'il n'y a pas assez d'armes pour la lutte armée, s'il y a danger d'intervention des deux super-puissances, il y a par contre une participation populaire très, très forte, dans différentes actions telles que des attaques contre des objectifs symbolisant le despotisme et la mainmise étrangère. Cette unanimité de lutte du peuple iranien est un point important. Il ne reste pas à l'intérieur un groupe ou une minorité pour défendre les positions des Américains et leur donner un prétexte d'intervenir. A mon avis c'est très important qu'il y ait cette unanimité, créée progressivement par les religieux, l'opposition religieuse.

Je pense que le génie du peuple vient de ce que, tenant compte de sa situation entre les deux super-puissances, de la pression qu'elles exercent des deux côtés, a choisi la méthode violente mais avec des limites qui empêchent ces deux pouvoirs d'intervenir directement, ce qui serait dangereux pour sa survie. Une fois que les deux super-puissances interviendraient en Iran, nous serions perdus, il ne resterait rien de notre pays. Dans ces limites, Khomeiny a choisi toutes les méthodes qui peuvent réussir en s'appuyant sur le fait que dans la lutte actuelle en Iran, il y a une unanimité populaire, le Shah est lâché par tout le monde.

Propos recueillis par  
Franck ROUSSEL  
et  
Jean-Paul GAY  
Demain,  
suite et fin  
de cet entretien

# 1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que le *Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe.

Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonné-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-amis» du *Quotidien du Peuple* !

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG
- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

#### LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne  
5 rue Félix Guet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (10 %) 226 rue Duguesclin (3 <sup>e</sup> )
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1 <sup>er</sup> )
Metz	Librairie Geronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

#### CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5 <sup>e</sup> ) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5 <sup>e</sup> ). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5 <sup>e</sup> ) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1 <sup>er</sup>
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2 <sup>e</sup> ) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1 <sup>er</sup> ) (tarif. étud.)

Nom (en capitales) .....  
Prénom .....  
Ville .....  
Date : .....

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75824 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



## PROGRAMME TÉLÉ

### Mercredi 20 septembre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 55 - Tirage du loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La main coupée. Film TV de Blaise Cendrars  
22 h 10 - Les grandes énigmes  
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Mi fugue, mi raison  
20 h 35 - Muppet Show  
20 h 55 - Mi fugue, mi raison. Sur le thème de... la nuit  
22 h 20 - Les jours de notre vie. Ça n'arrive qu'aux autres  
23 h 15 - Journal et fin

FR 3

19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Alice ou la dernière fugue. Film français de Claude Chabrol 1976  
22 h 00 - Journal et fin

## Jeudi 21 septembre

TF 1

20 h 30 - Allégra. Film TV en 5 épisodes, d'après F. Mallet-Jaris. 2<sup>e</sup> épisode.  
21 h 25 - L'événement  
22 h 30 - Ciné première  
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 45 - Les parti politiques. Le Centre des Démocrates Sociaux (CDS)  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Il était un musicien. La vie de M. Rachmaninoff (1873 - 1943), un des plus grands musiciens. Lorsque celle-ci est attaquée par les nazis, il demande à rentrer en Russie. Il n'en a pas le temps et meurt d'une angine de poitrine.  
21 h 05 - Il faut vivre dangereusement. Film français de C. Makovski (1975). Avec A. Girardot, C. Brasseur, S. Rome. Comédie policière. Le comportement d'un détective privé et de sa compagne au cours d'une enquête peu commune.  
22 h 40 - Journal

FR 3

19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - L'aigle s'est envolé. Film anglais de John Sturges (1976). Avec M. Caine, D. Sutherland. Film de guerre. Un commando allemand est chargé d'une mission périlleuse : s'emparer du Premier ministre anglais.  
22 h 35 - Journal

## A propos d'une tentative d'expulsion

(Extraits APL Hebdo)

C'est autour d'une éventuelle expulsion, celle de la famille Saintot dans la Sarthe que les Paysans Travailleurs de l'ouest et divers Comités de défense se sont rassemblés le dimanche 3 septembre pour une fête anti-expulsions.

Ainsi, se sont retrouvés les fermiers menacés - ceux de l'Orne (Busnot de Malabrit et Gricourt) de la Sarthe (Saintot) des Côtes du Nord (Plouesec), de la Vendée (Trichet), de Loire Atlantique (Rabu, Mouillé, Pellerin).

L'idée de cette fête est née chez les Paysans Travailleurs de la Sarthe dans le but de donner un plus large écho aux Comités qui animent des bagarres çà et là.

Cette initiative est une étape importante dans l'organisation qui reste à construire et la coordination de ces Comités.

### LE CAS DE LA FAMILLE SAINTOT

Jean Saintot et sa famille (7 enfants) «exploitent» 15 hectares à Montbizot, (5 en propriété, 10 en fermage,) ferme de la «Hertaudière».

Le propriétaire veut récupérer les 10 hectares pour installer un fils et... grossir les 89 ha qu'il exploite déjà.

Des jugements se succèdent. En appel, la Famille Saintot est priée de dégager les lieux au 1<sup>er</sup> mai. J. Saintot n'a alors aucune solution de rechange.

Un Comité de Défense se constitue, à l'initiative des Paysans Travailleurs de la Sarthe. Un pique-nique s'organise à la Hertaudière le 1<sup>er</sup> mai : 250 personnes le Comité s'étoffe : militants ouvriers, enseignants, le maire de la Commune, etc... l'expulsion est retardée.

Fin juin, un propriétaire, Launay, propose à la famille Saintot une ferme de 29 ha : «Les Vortortes» ; Pezé le Robert. Les Saintot refusent : c'est trop loin de leurs 5 ha, trop en pente...

Mi-juillet, la SAFER fait une autre proposition : 18 ha de terres à quelques kilomètres de la Hertaudière, très morcellés et sans bâtiments d'exploitation, qui seraient acquis en GFA et loués à Saintot.

Saintot et le Comité de Défense ne rejettent pas à priori cette solution mais tiennent à ce que l'acquisition des bâtiments d'exploitation soit à la charge du GFA.

Un certain nombre de cas, tel celui-ci sont connus, mais combien d'autres expulsions se passent en silence.

Ainsi, un couple de l'Orne, 54 ans, six enfants, sont venus à Pézé le Robert parce qu'eux aussi étaient menacés d'expulsion pour le 15 septembre.

## St Herblain : paysans ou spéculateurs ?

(Extraits APL Hebdo)

M. et Mme Guérin, âgés de 44 ans et 46 ans, depuis 19 ans fermiers aux Bourderies sur une terre maraîchère d'un hectare 34, sont expulsés.

Charles Veillet, leur propriétaire est un gros transporteur de la Roboterie à Saint-Herblain. Il a encaissé par l'intermédiaire de l'expert Jean Poulain des fermages équivalents à 2 488 kg de blé et 400 kg de viande (environ 4 500 par an).

En 1972, M. Guérin est allé devant le tribunal paritaire pour obtenir les réparations de son habitation, et pour que son propriétaire effectue, comme convenu, les travaux permettant à l'exploitation de survivre. Après avis du Syndicat Agricole, M. Guérin prend Chaumette comme avocat. Depuis des années, par tous les moyens et astuces possibles, Veillet a refusé d'effectuer les réparations ordonnées par le Tribunal paritaire. Il a préféré réparer un superbe château du Vigneau.

En avril 75 il est condamné par le Tribunal à 1 100 F d'amende pour n'avoir pas fait les réparations.

Juin 1975 : M. Guérin avait payé les fermages pour l'année 73-74 à échéance normale à Maître Chaumette qui a gardé l'argent sans motif. Veillet et son avocat Toulza savaient que Chaumette avait l'argent des fermages. Chaumette n'a pas fait savoir officiellement qu'il détenait cet argent à la banque et le 19 juin 1975, Veillet obtient du tribunal de Nantes l'expulsion de la

famille Guérin et la résiliation du bail pour non paiement des fermages 73-74. Fait étonnant ! La famille Guérin n'a reçu aucun huissier pour ordonnance de non paiement. Plus stupéfiant, après la condamnation, M. Guérin reçoit un chèque de Chaumette d'un montant de 6 215,39 F égal aux fermages 73-74.

Mars 76 : Se voyant trahi, Guérin avec l'appui du Syndicat Agricole, fait appel à Maître Routier-Leroy qui décide de renvoyer le chèque à Chaumette. Qu'est devenu le chèque ?

M. Guérin fait alors appel à Rennes le 4 mars 76. Le tribunal confirme le jugement de Nantes et de plus, le propriétaire obtient 1 000 F de dommages et intérêts.

Voilà comment la justice règle les problèmes qui lui sont soumis et réduit une famille de travailleurs à verser plus de 2 millions aux avocats et aux experts, pour se faire expulser. On retrouve la même politique qu'avec les Mouillé à Cheix, les Pellerin à Mésanger et la famille C. dans la ZUP de Bellevue.

Non content d'expulser M. Guérin, Veillet lui réclame de l'argent que Guérin ne lui doit pas. D'autre part, M. Guérin n'est pas assuré d'aucune poursuite après son départ des Bourderies et de conserver son emploi.

Le Comité de défense

# imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

12<sup>e</sup> épisode

Aux Editions Fédérop

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

*Soyons sérieux : une entreprise comme l'IMRO, qui fut mal gérée, il est vrai, représente un potentiel graphique considérable. Messieurs les patrons ne s'en désintéressent pas. Nous ne serions pas étonnés si cette entreprise « remarquait » dans des délais légaux mais avec un personnel « choisi » et à moindre frais.*

*Nous n'avons pas le droit, nous travailleurs des autres entreprises du Livre, de laisser faire une chose pareille. C'est la vie de notre section syndicale qui est l'enjeu de cette affaire.*

*C'est par là même notre avenir qui est en jeu...*

*... Et nous allons laisser une situation pareille se conforter !!! Bien sûr que non.*

*Agissons avec les moyens qui sont les nôtres, dans chaque entreprise de la région, qu'elle soit de la presse ou de labeur, montrons que le sort de l'IMRO nous concerne tout à fait directement, agissons vite et avec force, le temps presse (...)*

Notre journal, dans notre esprit, devait accrocher d'emblée les travailleurs de l'agglomération rouennaise. C'est pour cela qu'il constituera une véritable revue dont le contenu devait pousser à la réflexion par le biais de nos articles. C'est en ce sens que nous sommes redevables des camarades de Caron-Ozanne car nous avons pu et su bénéficier des limites de leur journal.

Au cours de cette seconde nuit d'occupation, nous imprimâmes le journal et nous étions tellement pressés de le rouler que nous maculerons 3 000 exemplaires qui seront à recommencer. « Spécial-Licenciement » aura toujours deux couleurs. Après l'impression de la première

teinte, il faut passer la seconde. Or, nous avons travaillé à une telle vitesse que la première couleur n'avait pas encore séchée alors que nous imprimions déjà la seconde. Inévitablement, le résultat ce fut la superposition de certains textes sur le verso des feuilles encore vierges.

Dès le début de cette nouvelle occupation, nous savions que notre dernière bataille serait la plus longue et la plus difficile. Pour ne pas dire vouée à l'échec car nous en avions tous conscience. Face à cela, notre souci permanent sera de mobiliser le plus grand nombre de travailleurs de l'entreprise dans le but que tous puissent prendre le contrôle de la lutte.

Trop longtemps, les travailleurs ont été habitués à ce que certains des leurs pensent et agissent en leur nom en vertu de l'« expérience » et de la « responsabilité ». Pour tenir l'occupation dans les meilleures conditions, nous nous devions de réaliser l'unité des travailleurs la plus large possible. Cette unité n'a pu se construire que par la pratique de la démocratie ouvrière la plus large, même si nous étions 97 % de travailleurs syndiqués à la C.G.T. du Livre. La prise en charge par le plus grand nombre de travailleurs se réalisait par l'intermédiaire de nos différentes commissions, de nos différents groupes de travail. Du fait de la taille de l'entreprise et de la connaissance réciproque que nous avions de l'ensemble des copains, il nous paraissait inutile de créer un grand nombre de commissions. Il y avait les commissions Assedic, A.N.P.E., Rédaction, Stages, Délégations, Action-popularisation et Organisation interne. Au sein de ce que nous ne tardions pas à appeler des chantiers de lutte, les débats étaient toujours extrêmement animés car les confrontations d'idées se réalisaient efficacement. Après ce premier niveau, les propositions discutées dans ces chantiers de lutte étaient formulées pour l'assemblée générale du lendemain matin.

Toutes ces préparations minutieuses sur les divers chantiers de l'imprimerie donnaient un contenu réel à l'A.G. Celle-ci n'aura jamais le caractère d'une chambre d'enregistrement, d'un petit parlement taillé sur mesure, histoire de nous faire plaisir, un endroit où tous légiferaient sur du vent. Pour nous, il était vital qu'au cours des A.G. l'ensemble des copains intervienne pour discuter des problèmes de fond. D'autre part, et ceci n'était pas négligeable, loin de là, c'était le moyen le plus efficace pour examiner comment les différentes activités étaient appliquées collectivement, quelques copains préférant échapper à certaines tâches.

Cette importance du travail collectif qui devait se faire dans la boîte primait car l'absence d'une pratique commune à tous les niveaux aurait rendu notre A.G. vidée de toute substance. Pour éviter qu'elle ne devienne une structure de lutte morte, un vulgaire oripeau que l'on aurait brandi et agité comme ça, il fallait que notre A.G. soit le lieu où les problèmes de fond, les orientations pour la lutte soient posés pour se résoudre y compris les contradictions qui se révélaient au cours de l'action. Cette faculté de résolutions des contradictions dépendait justement de l'intensité des débats qui se créaient dans l'usine.

Et pour qu'il y ait débat, il fallait donner aux copains les armes nécessaires pour qu'ils aient les moyens d'intervenir au cours des discussions. Tout ceci faisait qu'en fin de compte les commissions possédaient un rôle des plus sombres : très rapidement les copains mettront leur nez à tous les chantiers de lutte et de ceci, nous nous en félicitons. Car de fait, non seulement les copains luttèrent contre une quelconque spécialisation des tâches militantes mais cela constituait l'instrument idéal pour tenter d'armer la totalité et totalement les camarades en lutte.

A suivre

## CYRUS VANCE FACE A LA COLERE ARABE

### Arabie Séoudite : «Inacceptable»

Dans une déclaration solennelle, le gouvernement séoudien déclare que les accords passés à Camp David sont une «formule inacceptable pour une paix définitive». Les principales raisons de cette appréciation sont que les accords de Camp David :

— «Ne sont pas clairs sur l'intention réelle d'Israël de se retirer des territoires arabes occupés, y compris Jérusalem».

— Ne reconnaissent pas «le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination et à installer son propre Etat dans son foyer et sur son propre sol».

— «Ignorent le rôle de l'Organisation de Libération de la Palestine, que les conférences arabes au sommet ont reconnue comme seul représentant du peuple palestinien».

Tout en saluant les efforts de Carter en vue d'une paix, la déclaration affirme que l'Arabie Séoudite ne peut accepter de formules «opposées aux intérêts arabes supérieurs». La déclaration se termine sur un appel pour que les arabes définissent une position commune.

### Jordanie : «Nous ne sommes pas engagés».

Le gouvernement jordanien a publié un communiqué qui affirme notamment : «La Jordanie ne se considère nullement engagée moralement et légalement par les résultats du sommet de Camp David auquel elle n'a pas participé».

Le communiqué poursuit : «Toute participation séparée d'un pays arabe à une solution négociée du conflit est de nature à affaiblir la position arabe et à réduire les chances de paix».

Le gouvernement annonce enfin que la Jordanie entreprendra «des contacts intensifs au plus haut niveau afin de trouver les moyens susceptibles de servir la cause palestinienne, les droits ainsi que la réalisation d'une paix juste».

### Dans le monde arabe : la colère

**ALGERIE :** «Camp David demeurera pour les Arabes le symbole de l'esprit de capitulation de celui qui a non seulement trahi la cause sacrée de la nation arabe, mais aussi bradé les intérêts de son propre pays et de son propre peuple» écrit El Moudjahid

**TUNISIE :** «Le problème clé, celui des Palestiniens, a été escamoté sans qu'on se préoccupe outre mesure des graves problèmes que cela pourrait entraîner» écrit l'Action.

**IRAK :** «Les résultats du sommet de Camp David s'inscrivent dans le cadre d'un complot contre la nation arabe» déclare le conseil du commandement de la révolution.

**LIBYE :** «L'accord de Camp David est nul et non avenu juridiquement parce que les deux parties qui l'ont signé n'étaient pas qualifiées pour le faire» a déclaré Jalloud, Premier ministre.

**LIBAN :** «Tout texte qui ne tiendrait pas compte des résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité notamment ce qui a trait au retrait israélien de tous les territoires occupés et à la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, ne sert pas la cause de la paix véritable et ne peut que jouer au détriment du droit arabe et de la paix dans la région», a déclaré le président de la Chambre en apprenant la conclusion de Camp David.

Le Mouvement National Libanais appelé à la grève pour mercredi «pour condamner l'accord de Camp David... pour réaffirmer la détermination du peuple libanais à s'opposer au complot isolatio-sioniste... en signe d'appui à la Révolution palestinienne... et de soutien au «Front de la fermeté».

### En Europe : prudence

**ALLEMAGNE :** Ce que Begin Carter et Sadate «avaient réalisé à Camp David ne pouvait qu'inspirer le respect» a déclaré Schmidt.

**FRANCE :** «Je crois qu'on pourra seulement en juger dans l'application toute la portée. Ce sont des accords complexes», déclare Guiringaud, ministre des Affaires étrangères.

- Grève en Palestine occupée et au Liban
- Les pays arabes condamnent les accords de Camp David
- La Jordanie et l'Arabie Séoudite désavouent Sadate

● Cyrus Vance a été envoyé d'urgence en Jordanie, Arabie Séoudite, Syrie pour leur faire accepter les accords de Camp David : conditions pour que la tentative commencée à Camp David réussisse. C'est peut être trop tard : la colère arabe éclate et le refus des pays arabes de s'associer au processus de Camp David s'affirme, quand Israël avec insolence réaffirme ses prétentions sur les territoires palestiniens occupés en 1967

De tout le monde arabe, la réaction est quasi-unanime, quelles que soient les différences d'appréciation : la colère contre «ce sale accord qui pue la conspiration» comme le dit Arafat, le chef de l'OLP, mais aussi l'inquiétude, la volonté de trouver une réponse à ce qu'Arafat définit comme «les accords les plus dangereux depuis la création d'Israël». Le peuple palestinien, dont les accords de Camp David nient tous les droits les plus essentiels, en ce jour de grève générale en Palestine occupée, a le soutien de tout le monde arabe ; il est aussi son porte-parole du refus d'une solution qui donne à Israël tous les moyens pour légitimer et poursuivre ses agressions contre les pays arabes, faire planer sur tout le Moyen Orient la menace permanente de ses interventions.

### BEGIN : NOUS POURSUIVONS LA COLONISATION ET L'AGRESSION

Pour justifier et renforcer encore cette colère contre les accords de Camp David et cette inquiétude face à leurs conséquences, Begin a défini son interprétation des accords, bien différente de celle de Sadate. «Il est inexact que nous ayons

accepté de suspendre la création de colonies de peuplement pour une durée de cinq ans. La suspension a seulement été acceptée pour les trois mois nécessaires à la signature du traité de paix». Ailleurs il dit : «L'armée israélienne se repliera sur des positions définies mais le gros des forces restera en Judée, en Samarie et à Gaza pour veiller à la sécurité du peuple d'Israël en Eretz Israël». Enfin il refuse d'envisager un retrait de Jérusalem. Pour Begin non seulement les colonies israéliennes installées depuis 1967 en Cisjordanie et à Gaza ne seront pas démantelées mais dans trois mois, Israël reprendra le plan Sharon de colonisation intégrale. L'armée continuera de contrôler et de réprimer au nom de la «sécurité» des colons dans le grand Israël. Cette «sécurité» est également le motif des agressions lancées contre la Jordanie avant 1970 et au Sud Liban, à une menace pour tous les pays arabes.

### VANCE : MISSION IMPOSSIBLE ?

Cyrus Vance voudrait faire accepter aux pays arabes notamment à la Jordanie, à l'Arabie Séoudite et à la Syrie que cela s'appelle la paix. C'est le

sens de la mission que lui a confiée Carter, et qui commence jeudi. Si Carter a pu se féliciter d'avoir empêché une rupture des discussions égypto-israéliennes et même de les avoir relancées pour les trois mois à venir, ce n'était là qu'un objectif de Camp David. L'un des buts du sommet était d'obtenir un cadre de discussions tel que la Jordanie et l'Arabie Séoudite, qui avaient montré une grande réserve à l'égard de l'initiative de Sadate, puissent le rejoindre et constituer avec l'Egypte une base solide pour un règlement, en la sortant de son isolement. Le refus séoudien et jordanien — au nom des intérêts arabes — démontre que sur ce point la tentative de Carter pourrait connaître un échec complet, dont les conséquences sont aujourd'hui difficiles à mesurer. Les conditions énoncées dans le communiqué séoudien : retrait d'Israël des territoires occupés en 1967, auto-détermination du peuple palestinien, reconnaissance de l'OLP, sont très éloignées des résultats de Camp David : c'est précisément parce que Sadate a renoncé pour l'essentiel sur ces points que le «succès» de Carter a été possible.

### VERS UNE COHESION ARABE PLUS GRANDE ?

A fortiori sera-t-il difficile à Vance de trouver une base d'accord avec le régime syrien. Moins encore que Sadate pour le Sinaï, Assad ne peut accepter la tutelle israélienne sur le

Golan : c'est une menace permanente sur Damas. D'autre part le régime syrien n'a pas jusqu'à présent envisagé de tourner le dos à l'unité arabe. Il a notamment joué un rôle important dans la constitution du «Front de la Fermeté», regroupant la Syrie la Libye, l'Algérie, le Yémen et l'OLP.

Jusqu'à présent ce front a servi à dénoncer la politique de Sadate. Mais il n'avait guère pu définir d'initiatives pratiques. La conférence qui s'ouvrira mercredi soir à Damas pourrait commencer d'en définir au delà de la position commune qui sera vraisemblablement adoptée.

L'une des questions les plus importantes sera la réponse apportée à l'appel séoudien pour que les Arabes définissent une position commune. Jusqu'à présent, l'Arabie Séoudite s'était tenue à l'écart du Front de la Fermeté et avait observé avec prudence la politique de Sadate. Aujourd'hui elle ne peut faire autrement que la désavouer. Ces raisons pour lesquelles elle le fait, sont sur le fond, très proches des positions du Front de la Fermeté : ainsi face à la grave menace dirigée contre le monde arabe par les accords de Camp David, celui-ci pourrait retrouver une cohésion plus grande que celle qu'il a pu connaître depuis la guerre d'octobre 1973, malgré le très grave coup que la rupture du Front arabe par l'Egypte lui a porté.

Grégoire CARRAT

### LA DEMISSION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES EGYPTIEN

Sadate a confirmé que son ministre des Affaires étrangères avait démissionné par suite de son désaccord avec les résultats de Camp David. Il a été réintégré dans le corps diplomatique a dit Sadate. Kamel avait remplacé Fahmi à la tête de la diplomatie égyptienne, lorsque celui-ci s'était trouvé en désaccord avec le voyage de Sadate à Jérusalem.

### PROJETS DE COOPÉRATION ISRAËLO - ÉGYPTIENS

Les ministères israéliens de l'Economie ont, dans la foulée de Camp David, présenté une foule de projets qu'ils comptent proposer aux pays arabes parmi lesquels celui du ministre de l'Energie, qui propose l'installation de centrales nucléaires dans le Sinaï en commun avec l'Egypte et celui du ministre du Commerce et de l'Industrie qui propose un marché commun du Proche Orient comprenant Israël, l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Séoudite, Iran et le Soudan.

### COLONISATION SAUVAGE

Israël a annoncé que l'armée ferait évacuer les

colons du bloc de la foi qui ont installé une nouvelle colonie en protestation contre les accords de Camp David.

### SADATE AU MAROC : DIZAINES D'ARRESTATIONS

Les étudiants palestiniens au Maroc ont été conduits hors de Rabat en prévision de la visite d'Es Sadate mercredi et jeudi. Des mesures semblables ont été prises à l'encontre de ressortissants des pays du Front de la fermeté.

- CONTRE LE SHAH FASCISTE ASSASSIN
- POUR SOUTENIR LA LUTTE DU PEUPLE IRANIEN
- POUR L'UNITE DU TIERS MONDE
- CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

### Manifestation à Lyon

Vendredi 22 septembre à 18 h ; place G. Péri  
(Place du Pont)  
A L'APPEL DU PCRml et du PCMLF